

ZAPATISME

Chronologie de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN)

Le Sous-Commandant Marcos

« Tu veux savoir qui est Marcos,
qui se cache sous son passe-montagne ?
Alors prend un miroir et regarde-toi,
le visage qui s'y reflète est celui de Marcos
Car nous sommes tous Marcos...¹ »

En 1993, il existait deux sous-commandants, Pedro et Marcos, la mort du premier lors du soulèvement du 1^{er} janvier 1994 a laissé Marcos seul titulaire de ce grade insolite au sein de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, symbole même du fameux « commander en obéissant ». Marcos ne peut effectivement être que « sous »-commandant, puisque selon les principes zapatistes le véritable commandant est le peuple. C'est aussi une façon de manifester que les véritables chefs de l'EZLN, ce sont les « commandant-es » indigènes.

Personnage fortement médiatisé dans les années qui ont suivi le soulèvement, ce « leader charismatique sans visage »² est le porte-voix des zapatistes. « Quand Marcos parle, c'est un mouvement, un collectif qui parle »³, a-t-il déclaré lors d'un entretien avec le journaliste Ignacio Ramonet. Tour à tour écrivain, poète, philosophe, révolutionnaire, militaire, le personnage de Marcos reste bien mystérieux malgré les révélations du gouvernement sur son identité en février 1995. Il serait en réalité Rafael Sebastian Guillen Vicente, né en 1957 à Tampico et professeur de philosophie. Marcos s'est toujours refusé à confirmer ou non cette information.

1. Citation de Marcos, dans Ignacio Ramonet, Marcos, *La dignité rebelle, conversations avec le sous-commandant Marcos*, Editions Galilée, 2001, p. 70.

2. Manuel Vasquez Montalban, Marcos, *le maître des miroirs*, Editions Mille et une nuits, 1999.

3. Citation de Marcos, dans Ignacio Ramonet, Marcos, *La dignité rebelle, conversations avec le sous-commandant Marcos*, Editions Galilée, 2001, p. 67.

Dès le départ, il a en effet joué de ce mystère pour créer un personnage qui a attiré les médias, et a su utiliser les codes de ceux-ci pour médiatiser la lutte des indigènes du sud-est mexicain. Il incarne pour certain-es une personnalisation contradictoire avec les principes zapatistes, et semble osciller entre la tradition latino-américaine des figures de leaders et une volonté de refonder les principes de commandement.

Bien qu'il occupe toujours une place à part aux yeux des *compas*, il s'est fait depuis quelques années très discret. Aujourd'hui, comme une sorte de passage de relais, il n'est à nouveau plus le seul sous-commandant de l'EZLN. La nomination de Moisés, indigène Tzeltal et ancien lieutenant-colonel de l'EZLN, comme nouveau sous-commandant a en effet été annoncée début 2013.



Le sous-commandant Marcos en caracol (escargot), symbole de la lutte zapatiste (voir encart), Mural du *Municipio* Francisco Villa, La Garrucha, 2012

17 novembre 1983

Fondation de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN)

1^{er} janvier 1994

Entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange de l'Amérique du Nord (ALENA) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique – Soulèvement armé zapatiste (l'EZLN occupe plusieurs villes du Chiapas) – Première Déclaration de la forêt Lacandone

3-12 janvier 1994

Combats entre l'EZLN et l'armée mexicaine (plusieurs centaines de mort-es)

12 janvier 1994

Grande manifestation pour la paix au Chiapas dans la ville de Mexico. Le gouvernement décrète un cessez-le-feu unilatéral et annonce sa volonté de négocier avec les zapatistes.

21 février - 2 mars 1994

Dialogues dans la cathédrale de San Cristóbal de Las Casas entre les dirigeant-es de l'EZLN et le commissaire pour la paix Manuel Camacho Solís, en présence du médiateur, l'évêque Samuel Ruiz.

12 juin 1994

L'EZLN rejette les propositions du gouvernement issues du Dialogue de la Cathédrale, maintient le cessez-le-feu et ouvre une étape de dialogue avec la société civile. – Seconde Déclaration de la forêt Lacandone qui convoque la Convention Nationale Démocratique

6-9 août 1994

Première Convention Nationale Démocratique dans le premier «*Aguascalientes*» zapatiste (lieu de rencontre zapatiste avec la société civile) à Guadalupe Tepeyac (six mille participants)

Décembre 1994

L'EZLN occupe pacifiquement trente-huit villes qu'elle déclare municipalités autonomes et rebelles – L'EZLN et le gouvernement mexicain acceptent comme médiation la Commission Nationale d'Intermédiation (CONAI) présidée par l'évêque Samuel Ruiz

1^{er} janvier 1995

Troisième Déclaration de la forêt Lacandone : l'EZLN propose à la société civile la formation d'un Mouvement pour la Libération Nationale



Fresque sur la maison du Conseil de Bon Gouvernement, La Garrucha, 2012

9 février 1995

La trahison de Zedillo : il ordonne l'arrestation des dirigeant-es zapatistes. Plus de vingt mille indigènes s'enfuient dans les montagnes. A Mexico, des milliers de personnes manifestent contre l'offensive militaire

11 mars 1995

Le Congrès de l'Union approuve la Loi pour le Dialogue, la Conciliation et la Paix Digne au Chiapas (reprise du dialogue, suspension des mandats d'arrêt contre les zapatistes et des opérations militaires). Création de la Commission pour la Concorde et la Pacification (COCOPA) pour faciliter le nouveau dialogue

Avril - Août 1995

Dialogues à San Andrés Larráinzar avec six tables de travail prévues (Droits et Cultures Indigènes, Démocratie et Justice, Bien être et Développement, Conciliation

au Chiapas, Droits de la Femme, Fin des hostilités). Seule la première a été menée et la seconde à peine commencée.

27 août - 3 septembre 1995

L'EZLN lance une consultation nationale et internationale. Plus d'un million de personnes répondent, en majorité pour que l'EZLN devienne une force politique d'un nouveau genre

1^{er} janvier 1996

Quatrième Déclaration de la forêt Lacandon : l'EZLN annonce la création du Front Zapatiste de Libération Nationale (FZLN), nouvelle force politique non partisane, indépendante et pacifique

4-8 janvier 1996

Le Forum National Indigène convoqué par l'EZLN réunit plus de trois cents représentant-es de trente-cinq peuples indigènes. Les participant-es décident de former le Congrès National Indigène (CNI)



« Jamais plus un Mexique sans nous ». Affiche de Beatriz Aurora, CIDECI, San Cristóbal de las Casas, 2012

16 février 1996

Le gouvernement et l'EZLN signent les Accords de San Andrés sur les Droits et Cultures Indigènes

27 juillet - 3 août 1996

Première Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme, connue comme « Rencontre Intergalactique » (cinq mille personnes de quarante-deux pays)

3 septembre 1996

L'EZLN se retire des négociations et demande la satisfaction des revendications suivantes : libération de tous les prisonniers-ères zapatistes, création d'une Commission du gouvernement dotée d'une capacité de décision politique réelle et qui respecte la délégation zapatiste, installation de la Commission de Suivi et de Vérification (COSEVER), propositions sérieuses et concrètes pour la Table portant sur « Démocratie et Justice », et fin du climat de persécution militaire et policière contre

les communautés autochtones

12 octobre 1996

Participation de la commandante Ramona au Congrès National Indigène à Mexico

Fin novembre - décembre 1996

La COCOPA présente un projet de réforme constitutionnelle non modifiable fondé sur les Accords de San Andrés. L'EZLN accepte le projet de loi. Le gouvernement présente des « observations », ce qui revient à refuser le projet de la COCOPA

1995 et 1996

Violences dans la zone Nord (assassinats, déplacé-es, embuscades, barrages sur les routes, etc.). La majorité des actions sont attribuées au groupe paramilitaire « Paix et Justice » et aux « Chinchulines »

11 janvier 1997

L'EZLN dénonce le rejet par le gouvernement du projet constitutionnel de la COCOPA et annonce qu'il ne participera plus aux négociations tant que les Accords de San Andrés ne seront pas respectés

16 février 1997

Marche de plus de dix mille indigènes zapatistes à San Cristóbal pour exiger le respect des Accords de San Andrés sous la forme du projet de loi de la COCOPA

8 septembre 1997

1.111 délégué-es zapatistes se rendent à Mexico pour assister au second Congrès National Indigène et pour exiger le respect des Accords de San Andrés. Congrès de fondation du Front Zapatiste de Libération Nationale.

29 novembre 1997

Dix mille indigènes de diverses régions du Chiapas marchent sur San Cristóbal pour exiger le respect des Accords de San Andrés

22 décembre 1997

Massacre par des paramilitaires de quarante-cinq personnes (en majorité des enfants et des femmes) du groupe «Las Abejas», réfugié à Acteal, municipalité de Chenalhó

22 février 1998

La COCOPA et la CONAI posent des «conditions indispensables» pour la reprise du dialogue, parmi lesquelles le respect des Accords de San Andrés et de la Loi pour le Dialogue, la Conciliation et la Paix, la réduction de la présence militaire, le désarmement des groupes paramilitaires, et la condamnation des responsables du massacre d'Acteal

Mars 1998

Le PRI et le PAN présentent un projet de loi sur les droits et la culture indigènes. Le président Zedillo signe finalement un projet similaire à celui du PRI

Avril - Juin 1998

Démantèlement des municipalités autonomes zapatistes Ricardo Flores Magón, Tierra et Libertad et San Juan de la Libertad (nombreuses arrestations et expulsions)



Copie de la fresque de la maison du *Municipio* Ricardo Flores Magón, détruite à Taniperla par l'armée en avril 1998. La Culebra, La Garrucha, 2011

7 juin

L'Évêque Samuel Ruiz annonce la disparition de la CONAI en réponse aux attaques du gouvernement contre lui, le Diocèse de San Cristóbal et la CONAI

17 juillet 1998

Cinquième Déclaration de la forêt Lacandone qui annonce une Consultation Nationale pour la Reconnaissance des Peuples Indigènes et la Fin de la Guerre d'Extermination

20-22 novembre 1998

Trois mille personnes participent à la Rencontre entre l'EZLN et la société civile pour préparer la Consultation Nationale. La délégation zapatiste (vingt-neuf personnes) se réunit avec la COCOPA

Mars 1999

Cinq mille délégué-es zapatistes se rendent dans les trente-deux États du pays pour la Consultation Nationale «*pour la Reconnaissance des Peuples Indiens et la fin de la Guerre d'Extermination*». Plus de 2,8 millions de personnes y prennent part

Juin 1999

Augmentation des opérations militaires et policières dans les communautés zapatistes (détentions arbitraires, harcèlement militaire et concentration de troupes militaires) sous le prétexte de la Loi d'Armes à Feu et Explosifs, la lutte contre le trafic de drogues, la détention de délinquants et la protection des habitant-es qui le demandent

30 juillet 1999

Le Congrès du Chiapas approuve le projet de loi du gouverneur Albores sur les Droits et Cultures Indigènes, qui ne répond pas aux demandes de l'EZLN et ne respecte pas les Accords de San Andrés

Août 1999

Provocation de l'armée et affrontement avec les bases d'appui à Amador Hernández et San José la Esperanza

24-27 novembre 1999

Visite de Mary Robinson (Haute Commissaire des Droits de l'Homme de l'ONU), qui se dit préoccupée par l'impunité, la militarisation et la défaillance de la Justice

au Chiapas (liées à la militarisation des fonctions de sécurité publique)

30 décembre 1999

Don Raúl Vera, évêque coadjuteur de San Cristóbal et proche de Samuel Ruiz, est nommé au diocèse de Saltillo (dans le nord du Mexique)

30 janvier 2000

En Europe, le président Zedillo affirme que les zapatistes n'ont pas «*un gramme de bonne foi*» et que le fait qu'ils décident ou pas de négocier «*est un aspect de peu d'importance dans la solution*» du conflit du Chiapas

1^{er} mai 2000

Felipe Arizmendi Esquivel, proche du Vatican, devient le nouvel évêque de San Cristóbal de las Casas, succédant à Samuel Ruiz

17 octobre 2000

Retour de quatre-vingt-seize familles du groupe de *Las Abejas*, déplacées depuis 1997

28 novembre 2000

Le président élu, Vicente Fox, forme son cabinet. Luis H. Alvarez est nommé Commissaire pour la Paix au Chiapas. L'EZLN le reconnaît un plus tard comme un «*interlocuteur valide*»

1^{er} décembre 2000

Vicente Fox, lors de sa prise de fonction, affirme qu'il combattrait la corruption et l'impunité, et se risque à garantir qu'il résoudra le conflit du Chiapas en 15 minutes. Il ordonne le retrait de cinquante-trois barrages militaires de la zone de conflit et la fin des patrouilles et survols militaires

2 décembre 2000

L'EZLN fait trois demandes pour reprendre le dialogue : le respect des Accords de San Andrés (approbation du projet de loi de la COCOPA), la libération de tous les prisonniers-ères politiques zapatistes et la fermeture de sept bases militaires (sur 259). Elle annonce une marche zapatiste qui se rendra à Mexico pour demander au Congrès le respect des Accords de San Andrés

Décembre 2000 - Mars 2001

L'armée se retire des sept bases militaires

24 février 2001

Début de la Marche de la Couleur de la Terre ou Marche de la Dignité indigène.

Vingt-trois commandant-es et le sous-commandant Marcos quittent le Chiapas pour se rendre à Mexico. Près de 20 000 personnes reçoivent la caravane à San Cristóbal

5 mars 2001

Le troisième Congrès National Indigène demande l'approbation de la loi COCOPA et mandate l'EZLN pour le représenter

12 mars 2001

Après avoir traversé douze États du Mexique, la délégation zapatiste est reçue par plus de cent mille personnes sur la place principale de Mexico

28 mars 2001

Les commandant-es de l'EZLN prennent la parole au Congrès de l'Union et exigent le respect des accords de San Andrés

Avril 2001

Le Sénat puis la Chambre des députés approuvent une réforme constitutionnelle en matière indigène, qui ne respecte pas les Accords de San Andrés – l'EZLN rompt le dialogue avec le gouvernement et reste silencieuse plusieurs mois

Juillet 2001

Mille quatre cents écrivain-es, intellectuel-les, religieux-euses, académicien-nes, défenseurs-euses des droits de l'Homme et des organisations du Mexique et de l'étranger font appel aux Congrès des différents États pour qu'ils n'acceptent pas la loi Indigène – La majorité des Congrès locaux approuve la réforme indigène qui passe définitivement (publiée le 14 août au Journal officiel) – Des milliers d'indigènes bloquent les principales routes du Chiapas pour rejeter la loi indigène

21 novembre 2001

Six des quatre-vingt-sept indigènes impliqués dans le massacre d'Acteal sont relâchés. Cette décision qui envoie un message d'impunité est largement dénoncée

2 février 2002

Le Forum Social Mondial de Puerto Alegre (60 000 personnes de 150 pays) se solidarise avec les zapatistes

Juillet - août 2002

Nombreuses attaques de paramilitaires contre des bases d'appui zapatistes (plusieurs mort-es)

11 octobre 2002

Le CNI décide de maintenir la « *politique du silence* » et de retourner dans les communautés « *non pas comme des vaincus, mais pour renforcer la défense de nos territoires et de notre identité* » et pour construire dans les faits l'autonomie

17 novembre 2002

Lors du dix-neuvième anniversaire de l'EZLN, création de la revue zapatiste « *Rebeldía* »

1^{er} janvier 2003

Plus de vingt mille indigènes bases d'appui zapatistes occupent la ville de San Cristóbal pendant quelques heures puis se retirent. L'EZLN condamne les trois principaux partis politiques pour avoir trahi le fond des Accords de San Andrés

Juillet 2003

Dans le contexte des élections, des actions violentes ont lieu au Chiapas, en particulier à San Juan Cancuc, Zinacantan et Chenalhó – L'EZLN annonce une série de changements dans son fonctionnement interne et sa relation avec la société civile nationale et internationale (sept documents qui forment la « *Treizième Stèle* »)

8-10 août 2003

L'EZLN annonce la disparition des Aguascalientes et la création des Caracoles et des Conseils de Bon Gouvernement pour renforcer la mise en œuvre de l'autonomie

12 octobre 2003

Rencontre des Nations Indigènes du Mexique qui dénonce la « *trahison de la part des législateurs* » et annonce qu'il ne reste plus qu'à construire l'autonomie

27 janvier 2004

Le gouvernement de l'État du Chiapas signe un Accord avec l'Union Européenne afin de co-financer le « *Projet de Développement Social Intégral et Soutenable de la forêt Lacandone* » (*PRODESIS*) qui devrait être mis en place dans la région autour de Montes Azules



Fresque sur le Centre de Formation autonome Compañero Manuel, La Culebra, Municipio Ricardo Flores Magón, la Garrucha, 2011

12 février 2004

Le Centre d'Analyses Politiques, Sociales et Economiques (CAPISE) publie un Rapport : « *L'occupation militaire au Chiapas : le dilemme du prisonnier.* » Il identifie quatre-vingt-onze campements militaires dans la « zone de conflit » du Chiapas

15 et 16 mai 2004

XIII^e Réunion de la Région Centre-Pacifique du Congrès National Indigène (CNI) à Union Hidalgo (Oaxaca) qui ratifie les Accords de San Andrés comme « Constitution Indigène » et décide de continuer à construire l'autonomie par la voie des faits

Août 2004

Inauguration du Centre de Promoteurs d'éducation « *Compañero Manuel* » dans la Municipalité Autonome Rebelle Zapatiste Ricardo Flores Magón – Premier Anniversaire des *Juntas de Buen Gobierno* (Conseils de Bon Gouvernement) et des *Caracoles Zapatistas*

Septembre 2004

Le Conseil de Bon Gouvernement de La Realidad dénonce les expulsions des

communautés indigènes de la réserve de Montes Azules

16 novembre 2004

José Luis Soberanes est réélu comme président de la CNDH, au milieu des protestations des organismes nationaux des droits de l'Homme face à l'absence de consultation dans le cadre de sa ratification

17 novembre 2004

L'EZLN fête les vingt-et-un ans de sa fondation : « *En 1983 nous étions six, aujourd'hui nous sommes des milliers.* »

22 décembre 2004

Septième anniversaire du massacre d'Acteal. Plusieurs organisations de droits de l'homme dénoncent le fait qu'aucune enquête impartiale et objective n'a été réalisée et que justice n'a pas été faite

Première quinzaine de janvier 2005

Le président Vicente Fox se rend au Chiapas et affirme, soutenu par le gouverneur Pablo Salazar Mendiguchía, que l'EZLN est un sujet qui « *dans la pratique, appartient déjà au passé, alors que tout le monde regarde vers l'avant* »

23 janvier 2005

Cent soixante familles indigènes tzeltales sont expulsées de la biosphère de Montes Azules

18 mai 2005

Enlace Civil, organisation chargée de soutenir les projets dans les communautés zapatistes, voit ses comptes bancaires suspendus pour « blanchiment illicite d'argent »

Juin - Juillet 2005

L'EZLN se déclare en Alerte Rouge (fermeture des caracoles) et publie une série de

communiqués annonçant une restructuration politique et militaire à l'intérieur de l'EZLN et « une nouvelle initiative politique de caractère national et international » – Publication de la *Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone*, la « *Sexta* »

Août - septembre 2005

Plusieurs réunions entre l'EZLN et la société civile sont organisées dans des communautés zapatistes pour préparer le lancement de l'Autre Campagne à travers le pays



Rencontre préparatoire à l'Autre Campagne, Municipio Francisco Gómez, La Garrucha, 2005

16 septembre 2005

L'EZLN annonce que le sous-commandant Marcos réalisera la première étape de l'Autre Campagne, du 1^{er} janvier 2006 à San Cristóbal de las Casas au 24 juin à Mexico

Octobre 2005

Passage de l'ouragan Stan au Chiapas

(plus de dix-huit mille maisons, cent soixante-quatorze écoles et vingt ponts détruits, plus de quatre-vingt huit villages sans communication)

Novembre 2005

L'EZLN annonce la dissolution du Front Zapatiste de Libération Nationale (FZLN) et la création de la Commission Interga-

lactique sous la direction du Lieutenant Colonel Moisés

1^{er} janvier 2006

Lancement de la tournée nationale du Délégué Zéro (Marcos) à San Cristóbal de las Casas

Mai 2006

L'Autre Campagne est à México, répression à Atenco (voir encart chapitre 1). L'EZLN se déclare en alerte rouge, suspend la tournée de l'Autre Campagne et les Caracols sont fermés.

Juin 2006

Début du mouvement social à Oaxaca (voir encart chapitre 1)

Juillet 2006

Élections fédérales marquées par une fraude : victoire contestée de Felipe Calderón (PAN) sur Andrés Manuel López Obrador (PRD)

8 octobre au 30 novembre 2006

Seconde étape de la tournée du Délégué Zéro dans les onze États de la République qui n'avaient pas été couverts avant le mois de mai

30 décembre 2006 au 2 janvier 2007

Première Rencontre des Peuples zapatistes avec les Peuples du Monde au *Caracol* d'Oventik

Mars à Juin 2007

Début de la seconde étape de l'Autre Campagne : une délégation formée de commandant-es et du sous-commandant Marcos parcourt le nord du Mexique

21-30 juillet 2007

Deuxième Rencontre des Peuples Zapatistes avec les Peuples du Monde dans trois des cinq Caracoles zapatistes

18 août 2007

Opération policière et militaire : expulsion de trente-neuf familles des communautés Buen Samaritano et San Manuel (Ocosingo) de la Réserve de la Biosphère de Montes Azules

24 septembre 2007

L'EZLN décide de suspendre la tournée des commandant-es zapatistes dans le sud et le centre du pays, au départ prévue entre les mois de septembre et décembre

2 octobre 2007

Une centaine de groupes et organisations forment le Front National Contre la Répression face à ce qu'ils dénoncent comme une nouvelle étape de la « guerre sale » contre les activistes sociaux

11-14 octobre 2007

Rencontre des Peuples Autochtones d'Amérique dans la communauté Yaqui de Vícam (Sonora) au milieu d'opérations policières (570 délégué-es autochtones représentant soixante-six peuples indiens de douze pays d'Amérique)

Fin octobre 2007

Lancement de l'initiative Mérida (ou « Plan Mexique ») : les États-Unis apportent 1400 millions de dollars pour combattre le trafic de drogues avec des éléments militaires, juridiques et d'aide au développement

13-17 décembre 2007

Colloque à la mémoire de l'historien Andrés Aubry, organisé par l'EZLN, la Revue « Contrahistorias » et le CIDECI-Uni tierra à San Cristóbal de las Casas

20-22 décembre 2007

Rencontre Nationale contre l'Impunité, à l'occasion du dixième anniversaire du massacre d'Acteal

28 décembre 2007 au 2 janvier 2008

Troisième Rencontre des Peuples Zapatistes avec les Peuples du Monde, « La Commandante Ramona et les femmes zapatistes »

1^{er} janvier 2008

Entrée en vigueur du chapitre agraire de l'ALENA (fin des taxes à l'importation des haricots, du maïs, des produits laitiers et oléagineux)

31 janvier 2008

Le Front National pour la Défense de l'Agriculture Mexicaine, ainsi que des organisations sociales et syndicales réalisent une méga manifestation pour exiger la renégociation de l'ALENA

Février-avril 2008

Dans plusieurs prisons du Chiapas et du Tabasco, des prisonnier-ères politiques font une grève de la faim pour exiger leur libération immédiate. Ils/elles obtiennent la libération de plus de cent personnes

12 mars 2008

La campagne « Sans Maïs, il n'y a pas de pays » remet au Sénat une lettre, signée par 438 000 personnes, demandant de retirer le maïs et les haricots de l'ALENA

Avril 2008

Le Ministère de l'Intérieur décide de mettre fin à la Coordination pour le Dialogue au Chiapas, créée en 1994 après le soulèvement de l'EZLN

Avril - Juillet 2008

Incursions policières violentes dans la communauté de Cruztón au Chiapas

Juin 2008

Incursion militaire et policière dans les communautés zapatistes d'Hermenegildo Galeana et San Alejandro (*Caracol* de La Garrucha)

Juillet 2008

Caravane Internationale de Solidarité au

Chiapas pour dénoncer le « scénario de guerre »

16 septembre 2008

L'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) appelle à relancer la mobilisation pour exiger la libération de treize personnes toujours en prison après la répression à San Salvador Atenco en 2006

3 octobre 2008

Répression policière à Miguel Hidalgo (municipalité de La Trinitaria, Chiapas) contre des paysan-nes qui occupent les ruines de Chincultik (six mort-es, dix-sept blessé-es et trente-six arrestations)

Fin décembre- début janvier 2009

Premier Festival mondial de la Digne Rage convoqué par l'EZLN au District Fédéral puis au Chiapas



Lecture d'un conte de Marcos, Festival de la Digne Rage, CIDECI. Janvier 2009

17 février 2009

Lancement de la « Campagne Nationale et Internationale Liberté et Justice pour Atenco » pour la libération des treize prisonniers d'Atenco

18-23 février 2009

Trois prisonniers de la La Voz de Los Llanos et un de La Voz del Amate sont libérés. Un seul des prisonniers ayant participé à la grève de la faim de 2008 reste en prison : Alberto Patishtan Gómez

7 et 8 mars 2009

Rencontre des Femmes zapatistes dédiée à Doña Concepción García de Corral, « Mamá Corral », au *Caracol* d'Oventik

Avril 2009

Six indigènes de l'Autre Campagne et habitants de l'*Ejido* San Sebastián Bachajón, municipalité de Chilón sont arrêtés arbitrairement et torturés par la Police – La communauté de San Sebastián Bachajón bloque la route Ocosingo-Palenque au niveau du croisement qui conduit aux cascades de « Agua Azul », pour exiger leur libération

17 mai 2009

À San Cristóbal de las Casas, les représentant-es de vingt organisations de sept États mexicains créent le Réseau National de Résistance Civile aux Tarifs Surélevés de l'Électricité

14 juin 2009

Le Congrès National Indigène (CNI) de la Région Centre-Pacifique signe le *Manifeste d'Ostula* : face à la répression gouvernementale et paramilitaire et face aux politiques néolibérales « *de mépris, de discrimination, de destruction et de mort* », il revendique le droit à l'autodéfense comme seul moyen de protéger les territoires et les ressources naturelles des peuples indigènes

20 et 21 juin 2009

Première Rencontre Américaine contre l'Impunité au *Caracol* de Morelia, avec des participant-es de quinze pays du continent, et des observateur-es européen-nes et australien-nes

Juin 2009

Nouvelle vague d'agressions contre des défenseurs-euses des droits humains (Centre des Droits Humains Fray Bartolomé de Las Casas)

9 juillet 2009

Cinq des sept prisonniers de San Sebastián Bachajón sont libérés

30 juillet 2009

Des adhérent-es de l'Autre Campagne de Mitzitón protestent contre le projet d'autoroute San Cristóbal de las Casas-Palenque (qui traverserait leur commune),

pour la libre détermination des peuples et pour la justice pour Aurelio Díaz Hernández, tué le 21 juillet

12 août 2009

La Cour Suprême de Justice de la Nation (SCJN) libère vingt indigènes condamnés pour le massacre d'Acteal le 22 décembre 1997

14 octobre 2009

La Cour Suprême de Justice de la Nation émet une résolution sur les violations des droits humains de la part des autorités dans le cadre du conflit politico-social à Oaxaca en 2006-2007. Elle signale que le gouverneur de l'époque, Ulises Ruiz, est responsable de violations des droits humains

17 novembre 2009

Le jour anniversaire de la création de l'EZLN, nombreuses violations de domicile et intrusions militaires dans les régions du Centre (aux alentours de Venustiano Carranza), de la Forêt Lacandone et dans les Hauts Plateaux

15 décembre 2009

Différentes organisations locales de femmes dénoncent le fait que le Chiapas est l'État mexicain ayant recensé le plus de féminicides, avec un total de cent trente-huit lors du premier trimestre 2009. Dans soixante de ces cas, des indices indiquent que ces femmes ont été victimes de trafiquants d'humains

21 et 22 décembre 2009

« Forum de Conscience et d'Espoir : Construire une autre Justice », dans le cadre de l'anniversaire du massacre de 1997 dans la communauté d'Acteal

13 janvier 2010

Le Congrès de l'Union fait mine de réactiver la COCOPA pour reprendre les négociations avec l'EZLN

22 janvier 2010

Cent vingt indigènes zapatistes sont expulsé-es violemment des communautés El Semental et San Pedro dans la biosphère de Montes Azules, sous le prétexte de la protection de l'environnement

Février - Mars 2010

– Agression par le groupe paramilitaire

OPDDIC (Organisation pour la Défense des Droits Indigènes et Paysans) de bases d'appui zapatistes à Bolón Ajaw, région autonome de Morelia (un mort, vingt-huit blessé-es et cinq zapatistes détenus, relâchés le 12 mai 2010)

– Nouvel affrontement à Mitzitón. Les adhérent-es de l'Autre Campagne bloquent l'autoroute après l'arrestation de l'un d'entre eux, qui est libéré rapidement

– Le Conseil de Bon Gouvernement de La Garrucha dénonce la menace de l'OPDDIC qui veut occuper des terres récupérées par les zapatistes à Casa Blanca
– L'OPDDIC menace d'expulsion et de mort deux cents bases d'appui zapatistes à Amaytik, *Caracol* de La Garrucha

27 mars 2010

Le quotidien *Reforma* publie un article dans lequel un soi-disant membre de l'EZLN «révèle» des soi-disant informations sur l'EZLN

22 mai 2010

L'organisation civile de *Las Abejas* dénonce la construction de nouvelles «Villes Rurales» au Chiapas, en particulier à Santiago El Pinar et à Chenalhó

Juin 2010

– Le Conseil de Bon Gouvernement de Roberto Barrios dénonce une tentative d'expulsion de la communauté zapatiste des Choles de Tumbalá

– Affrontement entre des bases d'appui zapatistes et des militants du PRI et du PRD qui menacent de couper l'eau et l'électricité dans la communauté d'El Pozo à San Juan Cancuc

– Les douze derniers prisonniers de San Salvador Atenco sont libérés

Juillet 2010

Brigade européenne de Solidarité avec les Zapatistes au Chiapas

Août - Octobre 2010

Nouvelles tensions à Mitzitón entre les adhérent-es de l'Autre Campagne et les membres du groupe paramilitaire l'«Armée de Dieu»

9 septembre 2010

Cent soixante-dix bases d'appui zapatistes sont expulsées de la communauté San

Marcos Avilés (Oventik) par les membres du PRI, du PRD et du PVEM en représailles à la construction d'une école autonome. Ils retournent dans leur communauté le 12 octobre 2010

15 octobre 2010

Quinze personnes qui avaient été condamnées pour le massacre d'Acteal en 1997 sont libérées, bénéficiant d'une remise de peine (ce qui fait quarante-neuf prisonniers libérés en deux ans sur les quatre-vingts détenus entre 1997 et 1998), provoquant l'indignation de l'organisation civile *Las Abejas*

Octobre - Novembre 2010

Agression armée contre des bases d'appui zapatistes au «Balneario El Salvador», *Caracol* de Morelia

Provocation et tensions croissantes de la part de l'OPDDIC à San Sebastián Bachajón (Morelia) contre des adhérent-es de l'Autre Campagne.

6 et 7 novembre 2010

Rencontre des Femmes en Résistance et Espoir pour défendre Notre Terre Mère et le Territoire au CIDECI-Uniterra

24 janvier 2011

Décès de l'évêque émérite de San Cristóbal de las Casas, Don Samuel Ruiz García, qui a joué un rôle clé dans les dialogues de paix entre l'EZLN et le gouvernement fédéral dès 1994

Janvier - Février 2011

Communiqué de l'EZLN : «*Sur les Guerres*» (échange épistolaire entre Marcos et l'écrivain et philosophe Luis Villoro), qui analyse la soi-disant guerre du président Calderón contre le crime organisé

Février - Avril 2011

Affrontement entre les adhérent-es à l'Autre Campagne de San Sebastián Bachajón et un groupe paramilitaire pour le contrôle de l'entrée des cascades d'Agua Azul (Morelia), qui fait un mort et deux blessés. Le lendemain, les adhérent-es de l'Autre Campagne bloquent l'autoroute pour dénoncer l'attaque; cinq cents policiers (locaux et fédéraux) et l'Armée interviennent pour les déloger et arrêtent cent seize personnes : cent six sont libérées le

surlendemain et dix sont inculpées pour des délits fabriqués. En avril, les adhérent-es à l'Autre Campagne reprennent le contrôle de l'entrée des cascades d'Agua Azul. Le lendemain une opération poli-

cière (huit cents agents) les expulse

29 mars 2011

Le président Calderón inaugure la nouvelle « Ville Rurale Durable » de Santiago El Pinar



La ville rurale de Santiago El Pinar, 2012 (voir article sur Bats'il kop)

Avril 2011

Deuxième série d'échanges de lettres entre le Sous-commandant Marcos et le philosophe Luis Villoro sur le thème de la violence dans le pays. L'EZLN soutient le poète Javier Sicilia et sa lutte contre la violence et annonce sa participation à la Marche Nationale pour la Justice et contre l'Impunité, convoquée par le Mouvement pour la Paix avec Justice et Dignité et menée par Javier Sicilia

8 mai 2011

Marches pour la Paix avec Justice et Dignité dans de nombreuses villes du pays. Des milliers de zapatistes défilent à San Cristóbal de las Casas

7 juin 2011

Pablo Salazar Mendiguchía, ex-gouverneur du Chiapas (2000-2006) est arrêté pour abus d'autorité dans le cadre de ses fonctions et d'association délictueuse

Juillet 2011

Les derniers prisonniers de San Sebastián Bachajón sont libérés

27 août - 3 septembre 2011

Une brigade d'observation et de solidarité avec les zapatistes est organisée dans un contexte d'augmentation des menaces et des agressions contre les communautés zapatistes

Septembre 2011

L'Autre Campagne convoque un forum sur le thème « Stop à la Guerre contre la

Terre Mère et ses Peuples »

La Caravane Sud du Mouvement pour la Paix avec Justice et Dignité visite le Chiapas

29 septembre 2011

Sept prisonniers de la prison n° 5 commencent une grève de la faim pour dénoncer la situation d'injustice et les conditions d'incarcération

Septembre - Octobre 2011

Les agressions contre des communautés zapatistes se poursuivent

12 octobre 2011

Dix milles personnes d'organisations sociales, de syndicats et membres de l'Autre Campagne manifestent à San Cristóbal de las Casas pour dénoncer 519 ans de colonisation

14 octobre 2011

Deux des prisonniers en grève de la faim depuis seize jours, originaires de Mitziton, sont libérés après neuf ans et quatre mois de prison

20 octobre 2011

Alberto Patishtan Gómez, porte-parole des prisonniers en grève de la faim, est transféré arbitrairement à la prison de Guasave au Sinaloa, à des milliers de kilomètres du Chiapas

Novembre 2011

Après trente-neuf jours de grève de la faim et de jeûne, les prisonniers de la prison n° 5 suspendent leur action face au risque pour leurs vies et l'absence de réponse du gouvernement du Chiapas. Deux des huit prisonniers sont libérés les jours suivants

7 décembre 2011

Le sous-commandant Marcos publie la quatrième lettre à Don Luis Villoro intitulée « *Une mort... Une vie* », sur le thème du pouvoir et des prochaines élections présidentielles en juillet 2012

1^{er} février 2012

Six nouvelles personnes condamnées pour le massacre d'Actéal de 1997 sont libérées

Mars - Mai 2012

Le Conseil de Bon Gouvernement d'Oventik dénonce l'emprisonnement de Fran-

cisco Sántiz López, base d'appui zapatiste de Tenejapa, accusé de port d'arme à feu d'usage exclusif de l'Armée

Le Conseil de Bon Gouvernement de La Garrucha dénonce des invasions de terres et des agressions contre la communauté de Nuevo Paraíso

Le Conseil de Bon Gouvernement de Morelia dénonce l'expulsion des terres des communautés de 17 de Noviembre et de Lucio Cabañas par des membres de l'Organisation Régionale des Caféculteurs d'Ocosingo (ORCAO), soutenus par les autorités

26 juillet 2012

Alberto Patishtán Gómez est transféré à la prison n° 5 de San Cristóbal après plus de neuf mois passés à la prison de Guasave au Sinaloa

15 août 2012

Communiqués des Conseils de Bon gouvernement de Morelia et La Realidad pour dénoncer des agressions et des provocations de groupes paramilitaires dans plusieurs communautés

11 septembre 2012

La famille d'Alberto Patishtán Gómez sollicite la Cour Suprême de Justice de la Nation pour qu'elle reprenne le cas et reconnaisse son innocence

15 septembre 2012

Deuxième Forum « Pour la Défense de Notre Terre Mère et du Territoire. Oui à la vie, non aux mines prédatrices »

Octobre - Décembre 2012

Dénonciations par les Conseils de Bon Gouvernement de Roberto Barrios, La Realidad, Oventik et La Garrucha d'agressions et de provocations contre des communautés zapatistes

8 décembre 2012

Manuel Velasco Coello devient gouverneur du Chiapas (2012-2018). Il prétend reconnaître les apports politiques et culturels de l'EZLN et des Conseils de Bon Gouvernement

20 décembre 2012

Deux prisonniers bases d'appui zapatistes sont libérés

21 décembre 2012

Le jour de la prétendue « fin du monde », quarante mille zapatistes des cinq régions autonomes défilent dans un silence absolu dans cinq des principales villes du Chiapas (Altamirano, Las Margaritas, Ocosingo, San Cristóbal de las Casas, Palenque). L'EZLN publie un communiqué « Vous avez entendu ? »

30 décembre 2012

L'EZLN publie un communiqué annonçant la réactivation de son réseau national et international dans le cadre de la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone, qui se nomme désormais « La Sexta » (et non plus l'Autre Campagne)

Janvier - Mars 2013

L'EZLN publie une série de textes intitulées « Eux et Nous » (analyse du système capitaliste et de la construction de l'autonomie zapatiste)

Août 2013

Les zapatistes invitent les organisations de la Sexta à fêter l'anniversaire des Conseils de Bon gouvernement et à « La Escuelita » (« la petite École »), en territoire zapatiste

31 octobre 2013

libération d'Alberto Patisthán Gómez après 13 ans d'emprisonnement, de résistance et de lutte.

Décembre - Janvier 2013-2014

Invitation des zapatistes aux 2^e et 3^e sessions de la *Escuelita* et au 20^e anniversaire du soulèvement zapatiste

Le CNI

Congrès National Indigène

Dans un de ses manifestes en 2011, le CNI se définit ainsi : « *Le Congrès national indigène, la Maison de tous, indépendante et autonome, espace de liberté, de rencontre et de réflexion où va et vient notre parole, la parole qui est histoire, la parole qui est travail, la parole qui est danse, la parole qui est musique, la parole qui est école, la parole qui est terre et qui est mère, la parole qui est dignité, la parole qui est forme et vie autonome. Le Congrès national indigène est la maison où nous avons partagé des expériences, des tristesses et des joies. C'est là que nous avons construit la fraternité et la rébellion. C'est là que nous avons semé le bien malgré les difficultés auxquelles nous avons été confrontés. Notre cheminement continue, à nous tous et toutes nous continuons d'ouvrir le sillon, ce chemin passe par la réflexion, et l'autonomie est notre récolte dans les faits.* » (Manifeste du Congrès national indigène de la région Centre Pacifique, réuni les 5 et 6 mars 2011 à Nurío).



Logo du CNI

Lorsque s'ouvrent les tables de discussion entre l'EZLN et le gouvernement mexicain, l'EZLN convoque un Forum National Indigène en janvier 1996. Les zapatistes veulent obtenir des accords pour tou-tes les indigènes du pays et les invitent à venir en discuter. Les accords de San Andrés sur les Droits et la Culture des Peuples indigènes sont le fruit de ce travail collectif.

Issu de cette importante initiative, le Congrès National Indigène se réunit pour la première fois en tant que tel en octobre 1996 à Mexico, ratifiant les accords de San Andrés Sak'amch'en de los Pobres et adoptant la devise « *Plus jamais un Mexique sans les peuples indigènes* ».

De nombreuses réunions nationales et régionales du CNI ont lieu depuis, réunissant des délégué-es indigènes de nombreux peuples, nations, communautés, tribus et quartiers du Mexique (Maya, Zoque, P'urhépecha, Coca, Mixteco, Triqui, Nahuatl, Cuicateco, N'haatho', N'an Cue, Tzeltal, N'ñañhu, Yaqui, Yoreme, Ayuuk, Binnizá, Wixárika...).

Le troisième congrès, en mars 2001, dans la communauté p'urhépecha de Nurio (État du Michoacán) se réunit dans le cadre de la Marche de la Dignité Indigène (ou Marche de la Couleur de la Terre) à l'initiative des zapatistes. Il décide de s'unir à la demande zapatiste et de se rendre au Congrès de l'Union (Parlement mexicain) pour faire inscrire les Accords de San Andrés dans la Constitution. La devise devient alors : « *Plus jamais un Mexique sans nous* ». Mais les partis officiels (PRI, PAN et PRD), après avoir reçu les délégué-es, votent une contre-réforme appelée loi « Bartlett-Cevallos-Ortega » qui nie les droits élémentaires des peuples indigènes, qualifiés de « sujets d'intérêt public » ! (la revendication initiale était « sujets de droit public »).

Le quatrième Congrès se réunit à San Pedro Atlapulco en territoire Nahuatl en mai 2006, dans le cadre de l'Autre Campagne et quelques heures avant l'attaque contre le village d'Atenco. Il ratifie la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone et revendique l'Autre Campagne comme espace d'articulation des luttes indigènes avec les autres secteurs en résistance contre le modèle néolibéral et sa politique d'extermination.



Banderole d'accueil à la XXI^e rencontre de la région Centre-Pacifique du CNI, 2008

Lors des réunions suivantes (plénières et régionales), le CNI dénonce la recrudescence de la guerre d'extermination contre les peuples indigènes, se prononce contre les méga-projets (autoroutes, parcs éoliens, mines...), les attaques des politiques néolibérales contre la souveraineté alimentaire du pays, la destruction de la Terre-mère à travers la spoliation des territoires indigènes et la privatisation des littoraux, de l'eau, du vent, de la pluie, des plantes, des animaux, des minéraux et de l'énergie, la militarisation du pays et le Plan Mérida dont l'objectif est le contrôle étasunien de l'armée et de la police pour réprimer les luttes et les mouvements sociaux qui s'opposent aux intérêts néolibéraux. Il appelle à la création d'un front « en bas à gauche » pour construire un monde différent sur les bases du respect, de la protection de la terre mère et de la continuité de la vie, de la préservation des identités des peuples, de l'égalité, du renforcement des organisations communales et populaires face à l'organisation capitaliste de la société, qui commercialise la vie et la détruit.

Le CNI, tout comme les zapatistes, participe en octobre 2007 à la première Rencontre des Peuples Indigènes d'Amérique à Vicam, territoire de la tribu Yaqui. Le capitalisme et le néolibéralisme y sont désignés comme l'ennemi mortel des peuples indigènes et l'ensemble des représentant-es de très nombreux peuples indigènes des Amériques appelle à ce qu'il n'y ait « plus jamais une Amérique sans ses peuples indigènes ».



Don Juan Chávez (à droite, décédé le 2 juin 2012) et Juan Díaz (qui a été prisonnier au CERESO 5 de San Cristóbal jusqu'en juillet 2013, membre de Voces Inocentes) pendant la caravane de Solidarité européenne en 2008, dans une milpa (champ de maïs) quelque part en territoire zapatiste

La déclaration du CNI d'août 2012, parmi ses demandes, convoque « *la communauté nationale et internationale, les hommes et les femmes, jeunes, anciens à ce qu'ils/elles aient leur cœur sain, à rejoindre les actions de soutien pour la défense de notre culture, de notre terre et de nos territoires, de nos espaces sacrés, de nos aliments et plantes, de notre lutte pacifique et à ne pas permettre que les politiques néolibérales nous détruisent* ».

Ce communiqué explique la volonté de créer un « *espace dans lequel serait écoutée, sans intermédiaires, la parole des peuples originaires du Mexique et de ce continent qu'ils appellent "américain". (...) Là nous pourrions écouter les leçons de dignité et de résistance des peuples originaires d'Amérique* ».

Dans la continuité de la Première Rencontre des peuples indigènes d'Amérique de Vicam (2007 au Sonora), l'objectif est d'organiser des réunions sur tout le continent américain, « *selon la géographie et le calendrier dont conviendront ceux qui invitent et ceux qui adhèrent à l'occasion* ».

« *Son objectif n'est autre que de bâtir une tribune d'où les peuples originaires du continent soient écoutés par qui a l'oreille attentive et respectueuse de leur parole, de leur histoire et de leur lutte de résistance.*

Ceux qui y prendront la parole seront les organisations indigènes, les représentants et délégués des peuples, des communautés et des quartiers originaires. »

La chaire itinérante «Tata Juan Chávez Alonso»

En juin 2013, un communiqué signé d'organisations indigènes, de peuples originaires et de l'EZLN convoque à la Première Chaire Tata Juan Chávez Alonso en août 2013.

En exergue, une citation du porte-parole parole du CNI décédé un an plus tôt :

« Nous sommes les Indiens que nous sommes, nous sommes des peuples, nous sommes des Indiens. Nous voulons continuer à être les Indiens que nous sommes; nous voulons continuer à être les peuples que nous sommes; nous voulons continuer à parler la langue que nous nous parlons; nous voulons continuer à penser la parole que nous pensons; nous voulons continuer à rêver les rêves que nous rêvons; nous voulons continuer à aimer les amours que nous nous donnons; nous voulons maintenant être ce que nous sommes; nous voulons maintenant notre place; nous voulons maintenant notre histoire, nous voulons maintenant la vérité. »

Juan Chávez Alonso, Paroles au Congrès de l'Union, mars 2001, Mexico.

La première session était ainsi convoquée les 17 et 18 août 2013 au CIDECI-Uni tierra au Chiapas (voir article au chapitre 4), juste après la clôture de la Petite École (voir article ci-dessous), et elle a permis de réunir une quarantaine de peuples indigènes du Mexique, mais aussi du Guatemala, de Colombie et du Pérou.

Pendant deux journées, les porte-paroles de ces peuples se sont exprimé-es à la tribune, dénonçant tou-ttes les mêmes injustices, discriminations, spoliations de leurs territoires et des ressources naturelles (eau, terre, mer, vent). Toutes ces dénonciations sont inscrites dans la déclaration finale, qui commence ainsi :

« Nous les peuples nations et tribus indigènes [...] nous nous sommes rencontrés [...], pour rappeler la parole vivante de notre grand frère Tata Juan Chávez Alonso et agir en conséquence ; il nous enseigne, il nous guide, et sa mémoire, au bout d'un an d'absence, se transforme en espérance et en force pour nous, les peuples qui nous sommes refondés et reconstitués parce que nous avons décidé de continuer à être les Indiens que nous sommes, de continuer à parler la langue que nous parlons, de continuer à défendre le territoire où nous vivons.

Nous nous reconnaissons dans la lutte pour le respect de notre mode de vie ancestral, lutte que nous avons entreprise ensemble et dans laquelle nous avons parlé, nous avons exigé, et nous avons été trahis de façon répétée par les mauvais gouvernements.

Nous avons appris sur ce chemin de lutte que les puissants n'ont aucun respect pour la parole donnée, ils la trahissent et la violentent encore et encore sur toute l'étendue de ce pays qui s'appelle le Mexique, depuis le reniement des accords de San Andrés Sakamché de los Pobres, la contre-réforme indigène de 2001, et les innombrables trahisons envers nos peuples des différentes régions et luttes, dans un Mexique indien qui est vivant, debout, et avec un seul cœur qui devient grand, aussi grand qu'est la douleur dont nous souffrons et l'espérance avec laquelle nous luttons, car, malgré la guerre d'extermination qui est devenue plus violente que jamais, nous sommes toujours là.

Nous nous reconnaissons dans le chemin de notre histoire, dans nos ancêtres qui sont le présent, le futur, et le miroir de l'autonomie exercée dans les faits comme seule voie pour l'avenir de notre existence. [...]

Nous sommes les Indiens que nous sommes, bien décidés à nous reconstituer dans un autre monde possible.

Et qui, après la série de revendications et de dénonciations, termine ainsi :

« Nous reconnaissons, nous soutenons et nous encourageons les luttes pour l'autonomie et la libre détermination de tous les peuples indigènes qui forment le Congrès national indigène, de la péninsule du Yucatán à la péninsule de Basse-Californie. C'est cela que nous sommes, c'est là notre parole et notre lutte indéfectible, nous sommes le Congrès national indigène et nôtre est le futur de nos peuples.

Tous les communiqués du CNI se trouvent dans la section « Caminando » du site Enlace Zapatista⁴. Certains sont traduits en français dans la rubrique « Résistance » du site du Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte – CSPCL⁵.

Cet article a été rédigé en grande partie à partir d'entretiens avec Don Juan Chávez, indigène P'urhépecha (du Michoacán), défenseur de l'autonomie indigène et porte-parole du CNI jusqu'en 2012, année de son décès⁶.

4. <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/category/caminando/>

5. http://cspcl.ouvaton.org/rubrique.php3?id_rubrique=5

6. Voir notamment : <http://divergences.be/spip.php?article1119>

De la Première à la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone 1994-2012

Les zapatistes, par la voix du Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène – Commandement Général de l’Armée Zapatiste de Libération Nationale, ont publié, depuis le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, six déclarations dites « de la Forêt Lacandone ».

Ces textes marquent les principaux épisodes et orientations politiques du mouvement zapatiste. Il faudrait ajouter dans les textes fondateurs le texte intitulé « la treizième stèle » qui annonce la naissance des *caracoles* et des Conseils de bon gouvernement. Il y aurait encore bien d’autres textes, lettres et communiqués à rappeler, mais qu’il serait impossible de résumer ici. Tous se trouvent sur le site enlacezapatista⁴ et en français sur le site du CSPCL⁵.



Pancarte à l’entrée du Caracol de Morélia : « Vous êtes en territoire zapatiste en rébellion. Ici le peuple commande et le gouvernement obéit. »

Voici un bref rappel du contenu des cinq premières déclarations, puis une présentation plus développée de la *Sexta* (la Sixième Déclaration), qui vient d’être réaffirmée au début de l’année 2013.

Première Déclaration de la Forêt Lacandone – 1^{er} janvier 1994

AUJOURD’HUI NOUS DISONS : BASTA !

Le 1^{er} janvier 1994, les zapatistes occupent militairement certaines des principales villes du Chiapas. C’est dans ce contexte qu’est publiée cette première déclaration qui est une déclaration de guerre au gouvernement fédéral.

L’EZLN se réfère dans ce texte à l’article 39 de la Constitution mexicaine : « *La souveraineté nationale réside essentiellement et originellement dans le peuple. Tout pouvoir public émane du peuple et s’institue à son profit. Le peuple a, en tout temps, le droit inaliénable de modifier la forme de son gouvernement ou d’en changer.* »

4. <http://enlacezapatista.ezln.org.mx>

5. <http://cspcl.ouvaton.org>

Avec le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, l'EZLN annonce : « *Par conséquent, fidèles à notre Constitution, nous adressons la présente : DÉCLARATION DE GUERRE à l'armée fédérale mexicaine, principal pilier de la dictature que nous subissons, monopolisée par le parti au pouvoir et dirigée par l'exécutif fédéral aux mains de son chef suprême et illégitime, Carlos Salinas de Gortari.* »

L'EZLN envisageait alors le renversement du président Carlos Salinas de Gortari, accusé d'avoir été élu frauduleusement en 1988. Après quatorze jours de combats et de nombreux-euses mort-es, le gouvernement décrète un cessez-le-feu et des négociations démarrent (Dialogues de la Cathédrale).

Cette Déclaration énumère les onze demandes zapatistes : le travail, la terre, le logement, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix (deux autres seront ajoutées par la suite : information et culture).



« *Vive la lutte.* Zapatistes manifestant pour leur treize demandes. Fresque du caracol de La Garrucha, 2012

Deuxième Déclaration de la Forêt Lacandone – juin 1994

Cette déclaration de juin 1994 réaffirme la dignité et la volonté des zapatistes de résister.

« Tout pour tous », disent nos morts. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, il n'y aura rien pour nous.

Nous ne nous rendons pas ! Nous résistons !

À quoi serviront au puissant toutes ses richesses s'il ne peut pas acheter ce qu'il y a de plus précieux sur ces terres ? Si la dignité de tous les Mexicains n'a pas de prix, à quoi sert le pouvoir du puissant ?

La dignité ne se rend pas !

La dignité résiste !

La militarisation de l'État du Chiapas progresse avec douze mille soldats de l'armée fédérale. Dans le contexte des élections présidentielles, le candidat du PRI, Luis Donaldo Colosio Murrieta, est assassiné en mars 1994, probablement à la demande de membres des hautes sphères politiques et militaires.

En réponse à cette militarisation, l'EZLN se retire du dialogue à San Cristóbal et émet une alerte rouge dans les territoires sous son influence. Il appelle par le biais de sa Deuxième Déclaration de la Forêt Lacandone à la réalisation

d'une Convention Nationale Démocratique (CND), « nationale, souveraine et révolutionnaire », dont le pari serait à moyen terme « *l'instauration d'un gouvernement transitoire* » qui rédigera une « nouvelle Grande Charte », « *une nouvelle Constitution qui garantira le respect des lois et la volonté populaire* ».

Le 8 août 1994 (anniversaire de la naissance d'Emiliano Zapata), la première réunion de la Convention Nationale Démocratique se réunit à *Aguascalientes*, Chiapas. Une présidence collective de cent personnes est élue. Mais après la victoire du candidat du PRI, Ernesto Zedillo Ponce de León, aux élections, la CND se démobilise.

Troisième Déclaration de la Forêt Lacandone – janvier 1995

Cette déclaration, un an après le soulèvement, affirme la nécessité d'un Mouvement pour la libération nationale et pour la reconnaissance des peuples indigènes et leur droit à l'autonomie (qu'ils/elles opposent à l'indépendance). Elle appelle « *les ouvriers de la république, les travailleurs de la campagne et de la ville, les banlieusards, les professeurs et les étudiants du Mexique, les femmes mexicaines, les jeunes de tout le pays, les artistes et intellectuels honnêtes, les religieux conséquents, les militants de base des différentes organisations politiques, à se battre, dans leur milieu et selon les formes de lutte qu'ils jugent possibles et nécessaires, pour la fin du système de parti-État, en rejoignant la Convention nationale démocratique s'ils n'ont pas de parti, et le Mouvement pour la libération nationale s'ils militent dans l'une des forces politiques d'opposition.*

TOUT POUR TOUS, RIEN POUR NOUS !

LA PATRIE VIT ! ET ELLE NOUS APPARTIENT ! »

Elle annonce aussi l'organisation d'une consultation nationale pour la Paix et la Démocratie qui se déroule en avril 1995. 1,3 millions de personnes y participent (dont 60 000 internationaux-ales de vingt-huit pays)

Les Accords de San Andrés : En 1995 et 1996, le gouvernement et l'EZLN se réunissent à San Andrés Larrainzar au Chiapas pour élaborer une première série d'accords pouvant mener à la paix (voir encart).

Quatrième Déclaration de la Forêt Lacandone – 1^{er} janvier 1996

Cette déclaration rappelle trois initiatives prises depuis 1995 : une Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme, la réalisation d'un Forum National Indigène (futur Congrès National Indigène, CNI) et la construction de nouveaux *Aguascalientes*, lieux de rencontre entre la société civile et le zapatisme. Parmi les principes énoncés se trouve la démocratie, dans laquelle celui/celle qui gouverne gouverne en obéissant.

« Aujourd'hui, nous disons : Nous sommes toujours là !

Nous sommes la dignité rebelle, le cœur oublié de la patrie !

Toit, terre, pain, santé, éducation, autonomie, démocratie, liberté, justice et paix. Tels furent nos drapeaux à l'aube de 1994. Telles furent nos demandes pendant la longue nuit des cinq cents ans. Telles sont, aujourd'hui, nos exigences ».

Ce texte est publié alors que les discussions se poursuivent à San Andrés. Il prolonge l'appel à un Mouvement pour la libération nationale et répond à la consultation de 1995.

Par cette déclaration, c'est une nouvelle force politique nationale qui voit le jour : « *le Front Zapatiste de Libération Nationale, organisation civile et pacifique, indépendante et démocratique, mexicaine et nationale, qui lutte pour la démocratie, la liberté et la justice au Mexique* ».

Sont invité-es à y participer : « *les ouvriers de la République, les travailleurs de la campagne et de la ville, les indiens, les habitants des quartiers, les professeurs et les étudiants, les femmes mexicaines, les jeunes de tout le pays, les artistes et intellectuels honnêtes, les religieux conséquents, tous les citoyens mexicains qui veulent comme nous, non le pouvoir, mais la démocratie, la liberté et la justice pour nous et nos enfants.* »

NB : le FZLN se dissout en 2005 avec la Sixième Déclaration.

Cinquième Déclaration de la Forêt Lacandone – juillet 1998

Deux ans après la signature des Accords de San Andrés, leur application n'est toujours pas à l'ordre du jour. Dans cette cinquième déclaration, l'EZLN appelle à lutter « *pour la reconnaissance des droits des populations indiennes et pour la fin de la guerre d'extermination* ». Il annonce aussi l'organisation d'une « *Consultation nationale sur l'initiative de loi indigène de la Commission de Concorde et Pacification et pour la fin de la guerre d'extermination.* »

Le 12 mars 1999, cinq mille zapatistes (autant d'hommes que de femmes) se rendent dans les 2500 *municipios* que compte le Mexique pour cette consultation demandant que les Accords de San Andrés soient appliqués, que l'armée se retire et que soit mis en application le principe de « gouverner en obéissant ». Plus de 2,8 millions de Mexicain-es et de 58 000 étrangers-ères y ont participé, majoritairement en faveur de ces demandes.



Dessin humoristique représentant des zapatistes.

Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone – juin 2005

En 2005, vingt ans après la naissance de l'organisation, et dix ans après le soulèvement armé, les zapatistes ont appelé largement à signer leur Sixième Dé-

claration de la Forêt Lacandone. Ce texte présente leur analyse de la situation politique : « *Nous disons que la globalisation néolibérale est une guerre de conquête du monde, une guerre mondiale, une guerre que fait le capitalisme pour dominer mondialement. [...] Le capitalisme de la globalisation néolibérale se fonde sur l'exploitation, le pillage, le mépris et la répression contre ceux qui ne se laissent pas faire. C'est-à-dire comme avant, mais maintenant globalisé, mondial.* »

« Mais ce n'est pas si facile pour la globalisation néolibérale, parce que les exploités de chaque pays ne se laissent pas faire et ne se résignent pas, mais se rebellent ; [...] Comme il y a une globalisation néolibérale, il y a une globalisation de la rébellion. [...] Nous voyons que dans notre pays, il y a beaucoup de gens qui ne se laissent pas faire, qui ne se rendent pas, qui ne se vendent pas. Autrement dit, des gens dignes. »

Les revendications établies dans cette déclaration sont :

« Dans le monde... »

- **Établir des relations respectueuses et de soutiens mutuels avec des personnes et des organisations qui résistent et luttent contre le néolibéralisme et pour l'humanité.**
- **Dans la mesure de nos possibilités, nous fournirons des aides matérielles, des aliments et de l'artisanat aux frères et sœurs qui luttent dans le monde entier.**

Et nous disons à tous ceux et à toutes celles qui résistent dans le monde entier qu'il faut **organiser d'autres rencontres intercontinentales** [...].

Au Mexique...

- Nous allons **continuer à lutter pour les peuples indiens du Mexique, et plus seulement pour eux ni rien qu'avec eux, mais aussi pour tous les exploités et les dépossédés du Mexique, avec eux tous et dans l'ensemble du pays. Et quand nous parlons de tous les exploités du Mexique, nous parlons aussi des frères et sœurs qui ont dû partir aux États-Unis chercher du travail pour pouvoir survivre.**
- **Nous allons aller écouter et parler directement, sans intermédiaires ni médiations, avec les gens simples et humbles du peuple mexicain et [...] nous élaborerons, avec ces gens qui sont, comme nous, humbles et simples, un programme national de lutte. Mais un programme qui soit clairement de gauche, autrement dit anticapitaliste et antinéolibéral, autrement dit pour la justice, la démocratie et la liberté pour le peuple mexicain.**
- Nous allons essayer de **construire ou de reconstruire une autre façon de faire de la politique, une façon qui renoue avec l'esprit de servir les autres, sans intérêts matériels et avec sacrifice, en consacrant son temps et avec honnêteté, en respectant la parole donnée et avec pour seule paye la satisfaction du devoir accompli. Autrement dit, comme le faisaient auparavant les militants de gauche que rien n'arrêtait, ni les coups, ni la prison, ni la mort, et encore moins des dollars.**
- Nous allons aussi essayer de faire **démarrer une lutte pour exiger une nouvelle Constitution, autrement dit des nouvelles lois qui prennent en compte les exigences du peuple mexicain, à savoir : logement, terre, travail, ali-**

mentation, santé, éducation, information, culture, indépendance, démocratie, justice, liberté et paix. Une nouvelle Constitution qui reconnaisse les droits et libertés du peuple et qui défende le faible contre le puissant. »

L'appel de cette Déclaration résonne ici et là-bas : « *Nous demandons aux hommes et aux femmes qui ont une bonne pensée dans leur cœur, qui sont d'accord avec notre parole et qui n'ont pas peur, ou qui ont peur mais qui se contrôlent, qu'ils déclarent publiquement s'ils sont d'accord avec cette idée que nous déclarons et nous allons ainsi voir tout de suite avec qui et comment et où et quand va se faire ce nouveau pas dans la lutte.* »

Depuis, l'Autre Campagne, qui a débuté en 2006, a permis aux adhérentes à cette déclaration du Mexique de se rencontrer et de se mettre en réseau. Ce réseau se structure surtout autour du Congrès National Indigène et mène des luttes contre la répression et pour la libération des prisonnier-ères. Un réseau international existe, essentiellement autour des collectifs de solidarité en Europe et de syndicats mais reste fragile.

Les communautés zapatistes poursuivent leur lutte pour leur autonomie et, dans un contexte de recrudescence du harcèlement et de la répression, nous avons besoin, plus que jamais, d'être uni-es et solidaires.

Début 2013, les zapatistes réaffirment leur appartenance au CNI, « *espace de rencontre avec les peuples originaires de notre pays* » et déclarent qu'ils/elles vont renouer le contact avec les adhérent-es de la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone au Mexique et dans le monde. Ils/Elles veulent construire des ponts en direction des mouvements sociaux à travers des équipes de soutien des commissions *Sexta* et Internationale de l'EZLN à travers *La Escuelita* (voir article *La Escuelita*). Les Zapatistes réaffirment les principes de la *Sexta* « *pour la construction d'une alternative non institutionnelle de gauche* », à l'écart de la classe politique mexicaine.

La construction de l'autonomie

« *Nous, les indigènes, nous représentons le secteur le plus humilié et dépossédé du Mexique mais aussi, comme on le voit, le plus digne. Nous sommes des milliers d'insurgés avec nos armes et, derrière nous, il y a des dizaines de milliers d'indigènes* », proclament les insurgé-es de l'EZLN dans un communiqué du 6 janvier 1994. Dépossession ? Humiliation ? Dignité ? C'est par rapport à l'oppression économique et sociale et au mépris culturel dont ils/elles sont victimes, mais aussi à leur longue tradition de résistance contre un monde qui les nie depuis cinq siècles, qu'il faut comprendre la revendication d'autonomie des peuples indigènes et des zapatistes en particulier :

« Ils ont voulu changer nos idées et nous faire croire qu'ils étaient les plus sages, les meilleurs, que leur langue était la plus évoluée. Ils nous ont imposé leur éducation, leur religion. Ils ont voulu nous faire croire que pour vivre heureux et dans l'abondance il fallait qu'il y ait de l'inégalité, pour que certains vivent dans le luxe sans se préoccuper de ceux qui n'ont rien [...] mais la résistance ce n'est pas seulement ne pas recevoir d'aide du mauvais gouvernement et ne pas payer d'impôt ou de facture d'électricité. La résistance c'est construire tout ce dont nous avons besoin pour maintenir la vie dans nos villages. C'est pour ça que la résistance est une arme contre ce système capitaliste qui nous domine. »

(Manuel de la Escuelita « *Resistencia autónoma* », p. 70).

Dépossession et humiliation des peuples indigènes⁷

Formant aujourd'hui 10 % de la population mexicaine (soit environ dix millions de personnes), les indigènes sont proportionnellement plus nombreuses dans les États du sud et du sud-est où ils/elles représentent un tiers des habitants. Or, ils/elles y sont aussi les plus pauvres. Le Chiapas a beau être l'un des États les plus riches en ressource naturelles (il bénéficie d'importantes réserves de pétrole et de vastes zones forestières, l'abondance des pluies tropicales en fait l'une des premières réserves en eau et le climat en général est favorable à l'agriculture), jamais les habitant-es n'ont pu profiter de ces richesses naturelles. Dès la conquête, les « *indios* » ne furent perçus que comme un obstacle à la colonisation des terres. Spoliés-es, ils/elles furent en même temps fragilisés-es dans leur mode de vie, leurs traditions, leur organisation sociale et politique, puisque la terre, chez eux/elles, s'écrit Terre, une Terre-Mère porteuse d'un caractère sacré et support d'un système social et politique foncièrement communautaire. Au XIX^e siècle, l'Indépendance et l'avènement de la République renforcèrent la marginalisation sociale et économique des indigènes en légiférant contre la possession collective des terres (article 27 de la Constitution de 1857). Ce processus d'expropriation des terres communales, bien plus intense que durant l'époque coloniale, s'accordait parfaitement avec l'idéologie bourgeoise et libérale qui se mettait alors en place : l'idée d'un bien commun, d'une possession commune de la terre et de ses ressources, heurtait de plein fouet celle d'une appropriation privée à des fins marchandes. Selon la même logique, les indigènes, en tant que tels, furent exclu-es du cadre juridique de la Nation : l'État national reconnaissait à tous-toutes ses citoyen-nes une égalité juridique abstraite dans laquelle s'effaçaient toutes les différences autres qu'économiques. Par décret, les Indien-nes eurent donc à disparaître, à se fondre dans une nation métisse homogène qui ne devait compter ni indigènes ni « Européen-nes », « ni vaincus ni vainqueurs »,

7. Indigène : l'utilisation de ce terme, qui signifie « originaire du pays qu'il habite » est utilisé dans ce texte tout comme les populations autochtones au Mexique l'utilisent pour se désigner elles-mêmes malgré la connotation coloniale. C'est une façon de se réapproprier le vocabulaire dans son sens original. Ce terme a été préféré à celui « d'indien » qui est souvent utilisé, issu de l'erreur géographique des conquistadors qui croyaient avoir trouvé une nouvelle route des Indes. De plus, le terme « *indios* » (indiens) est utilisé de façon péjorative en castillan.



La spoliation et la subordination des peuples indigènes après la conquête.
Fresque de Diego Rivera, Palacio Nacional, Mexico

selon l'inscription de la place des Trois Cultures à Mexico. C'est le rêve indigéniste, conçu comme un projet intégrateur – quelle ironie, lorsque ce mot vise les cultures les plus anciennes du Mexique –, comme si la pluralité du Mexique était un frein réhibitoire au développement et au progrès. Créé en 1948, l'Institut National Indigéniste va longtemps promouvoir cette idéologie en développant toutes les ambivalences.

Avant même l'insurrection zapatiste de 1994, les mouvements indigènes avaient tenté d'opposer à l'indigénisme un modèle d'intégration fondé sur le respect de leurs différences et de leurs spécificités. Mais la marge de manœuvre était étroite entre la défense de leurs valeurs fondamentales et l'acceptation négociée des règles fixées par la société dominante. Ainsi, le 5 septembre 1990, le Mexique ratifie la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail sur les « Peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants », qui leur accorde un certain nombre de droits. Ce traité affirme, en effet, l'existence au sein de la nation de « peuples », qui ne sont désormais plus de simples « populations ». L'utilisation du terme « peuple » est censée comporter certaines implications dans le cadre national : respect de la culture et des usages sociaux, obligation pour le gouvernement de consulter les peuples intéressés dès qu'une mesure les affecte directement, droit de ces peuples à définir leurs priorités dans le processus général de développement. Cependant, l'article 8 précise que « *lesdits peuples devront avoir le droit de conserver leurs coutumes et leurs institutions propres à condition que celles-ci ne soient pas incompatibles* ».

tibles avec les droits fondamentaux définis par le système juridique national et avec les droits de l'homme internationalement reconnus... ». Le recours au droit occidental est donc à double tranchant : perçu par certain-es militant-es indigènes comme une nécessité pour intégrer leur différence à un monde qui tend à les nier, il est sans portée majeure face à des États qui restent maîtres de définir les limites de l'autonomie des peuples, et plus encore de ne respecter qu'à leur convenance les conventions qu'ils ont signées. Enfin, dans le cas du Mexique, l'écart est vertigineux entre les articles de loi qui prétendent promouvoir les droits des peuples indigènes et ceux qui en organisent directement la disparition. Ainsi, en 1992, le gouvernement mexicain s'autorise un double jeu spectaculaire : avec l'entrée en vigueur de la convention 169 de l'OIT, il reconnaît pour la première fois l'existence des peuples indigènes (article 4 de la Constitution); mais en promulguant la Nouvelle Loi Agraire qui autorise la vente des terres *ejidales* (communales), jusqu'alors inaliénables parce que biens communs, il s'attaque au fondement de la vie collective qui définit les Indigènes comme peuples spécifiques, dotés d'une culture, d'une organisation sociale et politique propres, autant que d'une terre qui les nourrit.

La « digne rage » des zapatistes

La digne rage des zapatistes, affiche du festival de 2008-2009. CIDECI, 2012



Avant 1994, quelle fut la cause du soulèvement armé ? C'est à cause de la domination, de la marginalisation et de l'humiliation, des injustices et des normes ou lois des mauvais gouvernements et des propriétaires terriens qui nous exploitaient. Avant, nos parents et grands parents n'étaient pas pris en compte, ils souffraient et n'avaient pas de terres à travailler pour faire vivre leurs enfants. Alors les peuples zapatistes ont commencé à s'organiser, en disant « assez de tant d'humiliation », et ils ont donc pris les armes, sans avoir peur de marcher de nuit, d'avoir faim, c'est ainsi que nous nous sommes constitués, et que nous avons vu qu'organisés, unis, nous pouvions faire plus, et nous allons pouvoir faire encore plus.

(Manuel de la Escuelita « *Gobierno autónomo I* », p. 42).

Dépossession ? Humiliation ? Certes. Les populations indigènes, au Chiapas et ailleurs, concentrent les plus forts taux de mortalité, de malnutrition, d'analphabétisme et de précarité des conditions de vie (moindre accès à l'eau courante, à l'électricité). Mais elles n'ont rien cédé de leur dignité. Dans les mois et les années qui suivent le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, le mouvement zapatiste va construire et consolider une autonomie de fait, face à l'État dont les atermoiements révèlent finalement la duplicité, et face à la classe politique en général, y compris la gauche institutionnelle, dont l'unique ambition est de gérer le pouvoir au mépris des revendications populaires.

En mars 1994, lors du dialogue dans la cathédrale de San Cristóbal, l'EZLN formule déjà la revendication d'autonomie : « *en tant que peuples indigènes, qu'on nous laisse nous organiser et nous gouverner avec autonomie* » ; « *que la justice soit administrée par les peuples indigènes eux-mêmes, selon leurs coutumes et traditions* ». Elle accompagne celle du respect dû aux indigènes (« *que soient respectés nos droits et notre dignité en tant que peuples indigènes, prenant en compte notre culture et tradition* » ; « *nous ne voulons plus être objets de cette discrimination et de ce mépris dont nous avons souffert depuis toujours comme indigènes* »), et des demandes plus précises comme la reconnaissance d'un statut officiel pour les langues indigènes, leur usage à tous les niveaux d'enseignement, la création de moyens d'information audiovisuels indigènes. Contrairement à l'interprétation tendancieuse qu'en donnent les sphères officielles pour effrayer la population mexicaine, l'autonomie zapatiste ne tend pas au séparatisme : il ne s'agit pas d'un projet indépendantiste qui isolerait les peuples indiens du reste de la nation, mais d'une volonté d'intégrer les indigènes à la nation sur un pied d'égalité, tout en reconnaissant leurs différences, pour donner corps à l'idéal d'« un monde qui puisse contenir de nombreux mondes ». Simple, la « nation » rêvée par les zapatistes n'est pas celle que prétendent défendre les élites au pouvoir, et le drapeau mexicain brandi des deux côtés n'a pas le même sens pour les uns et les autres. Pour les zapatistes, il faut défendre la nation contre le néolibéralisme mondialisé ; et ceci passe précisément par la mise en œuvre, dans tous les secteurs de la société, d'une forme d'organisation politique décentralisée et participative qui renvoie au processus d'« autonomie » tel que le conçoivent les zapatistes. L'autonomie indigène est donc pensée comme un enjeu national, à la fois parce qu'elle définit un modèle de nation opposé à celui des élites et des politiques prédatrices, et parce qu'elle désigne un processus politique valant pour tous/toutes les Mexicain-es : « *La question indigène est nationale. Non seulement parce qu'il y a des indigènes dans tout le territoire mexicain ou parce qu'ils sont une part essentielle de l'histoire de ce pays. Mais aussi parce que leur différence aspire à devenir unité avec les autres différences qui font le Mexique d'aujourd'hui. Reconnaître cette différence dans la loi suprême de la République et l'inclure dans un projet de nation libre, indépendante et souveraine, c'est faire justice et rendre possible la défense de la patrie face à sa liquidation commerciale au rabais* » (24 janvier 1997) ; l'autonomie est conçue « *dans le contexte d'une lutte nationale beaucoup plus ample et diverse, comme un élément de l'auto-*

nomisation de la société civile dans son ensemble. Il est parfaitement clair pour l'EZLN qu'il n'est pas possible de triompher de l'ancien régime grâce à la seule autonomie indigène, et que cela ne sera possible qu'avec l'autonomie, l'indépendance et la liberté de tout le peuple mexicain » (15 février 1996).

C'est sans doute parce que le pouvoir a perçu la menace plus générale dont l'autonomie zapatiste était porteuse que, dès 1994, il mène un double jeu constant dans les négociations engagées avec l'EZLN sur cette question. Après plusieurs interruptions en 1994, celles-ci semblent prendre un nouvel essor avec la création par le Parlement, en mars 1995, de la COCOPA (Commission de concorde et de pacification), composée par des députés et sénateurs de tous les partis. Plusieurs rencontres ont alors lieu dans une petite ville du Chiapas, San Andrés Larráinzar, entre les représentants du gouvernement fédéral, l'EZLN, et des représentant-es de la société civile (intellectuel-les, membres de congrégations religieuses...). Le 16 février 1996, elles donnent lieu aux Accords de San Andrés portant sur les « Droits et cultures indigènes », et au projet de réforme constitutionnelle rédigé par la COCOPA et accepté par l'EZLN. L'objet de ces Accords est la création « *d'une nouvelle relation entre les peuples indigènes [de tout le Mexique] et l'État* ». Cette relation repose sur la reconnaissance du « *droit à la libre détermination des peuples indigènes* » (conformément à la convention 169 de l'Organisation internationale du travail), et admet que « *l'autonomie est l'expression concrète de l'exercice de ce droit* », afin de « *contribuer à l'unité et à la démocratisation de la vie nationale et fortifier la souveraineté du pays* ». En conséquence, les peuples indigènes se voient concéder une autonomie politique (« *décider de leurs formes de gouvernement interne* », « *élire leurs autorités et exercer leurs formes de gouvernement interne conformément à leurs propres normes* »), juridique (la possibilité « *d'une résolution des conflits internes... sur la base de leurs systèmes normatifs* », tout « *en respectant les garanties individuelles, les droits de l'homme et en particulier la dignité et l'intégrité des femmes* »), économique (par le transfert des ressources de l'État nécessaires au fonctionnement des entités autonomes, et la gestion collective des ressources naturelles « *à l'exception de celles dont le contrôle correspond à la nation* »), à quoi s'ajoutent les aspects culturels déjà mentionnés en mars 1994 (y compris en matière d'éducation, de langues et d'accès aux moyens de communication)⁸. La signature de ces accords conduit à constater qu'ils ne peuvent s'exercer que dans un cadre législatif adéquat : pour garantir les droits et l'autonomie des populations indigènes qu'ils prévoient, une véritable réforme constitutionnelle est nécessaire. Or, c'est cette réforme que le gouvernement mexicain va constamment refuser, de sorte que les dispositions des Accords de San Andrés n'ont jamais été appliquées.

Non seulement le gouvernement d'Ernesto Zedillo n'applique pas l'Accord, ce qui détermine l'EZLN à rompre les négociations en février 1997, mais il réprime féroce les populations indigènes (massacre d'Actéal en décembre 1997, attaque par l'armée de *municipios* zapatistes en 1998). Une

8. J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, Flammarion, Paris, 2005, pp. 219-220.

accalmie politique se produit avec l'installation du gouvernement Fox (1^{er} décembre 2000), qui affiche une volonté nouvelle de règlement politique. L'EZLN communique alors ses trois revendications immédiates : mise en œuvre législative des Accords de San Andrés, libération des prisonnier-ères politiques, fermeture de sept camps militaires sur les 259 implantés au Chiapas. Or, si Fox satisfait partiellement aux deux dernières exigences il reste en retrait sur l'application des Accords de San Andrés. L'EZLN engage alors la Marche de la dignité indigène (ou Marche pour la Couleur de la Terre), début 2001, aux cris de : « Jamais plus un Mexique sans nous ! ». Cependant, malgré le succès sans précédent de cette Marche et la pression d'une opinion publique favorable, le Sénat adopte le 25 avril 2001 une « Loi sur les droits et cultures indigènes » qui édulcore totalement la proposition de loi élaborée par la COCOPA à la suite des Accords de San Andrés. L'autonomie souhaitée par les zapatistes n'apparaît pas dans ce projet. La liberté juridiquement garantie de vivre selon leurs coutumes sociales et politiques continue d'être refusée aux indigènes. De même, il leur devient très difficile de contester les visées des entreprises nationales et internationales sur leurs territoires, puisque celles-ci peuvent impunément s'imposer « sans accords, sans consultations et sans bénéfice aucun des populations indigènes affectées. Les autonomies altèreraient substantiellement ces schémas d'exploitation »⁹. L'EZLN dénonce donc cette politique du mépris et met fin définitivement à tout dialogue avec le gouvernement.



« Plus jamais un Mexique sans nous », Banderole du Congrès National Indigène. Festival de la Digne Rage, Oventik, 2008.

9. C. Montemayor, *La rébellion indigène du Mexique. Violence, autonomie et humanisme*, Syllepse, 2001.

Les trois raisons principales du rejet par l'EZLN de la loi du 25 avril 2001

« – Les peuples indiens ne sont pas reconnus comme sujets de droit, dans leur relations avec l'État, mais comme « objets de l'intérêt public », alors qu'ils sont reconnus explicitement comme sujets dans le projet de loi de la COCOPA.

– La notion de territoire, et de ressources naturelles qui sont attachées au territoire, a été limitée par toute une série de considérations visant à protéger la propriété privée à l'intérieur des territoires indiens, que ce soit celle des latifundistes ou autres exploitants agricoles, ou celle des entreprises minières, forestières ou autres, si bien que l'idée de territoire a fini par se diluer et par perdre toute consistance. Dans le projet de la COCOPA, le territoire était explicitement reconnu ainsi que la disposition collective des ressources naturelles, exception faite des ressources stratégiques, mines, pétrole. Les sénateurs ont surtout cherché à garantir le droit privé.

– Les mécanismes juridiques permettant de rendre effective l'autonomie et en particulier la reconnaissance de ce qu'on appelle les "us et coutumes", c'est-à-dire de l'ensemble des systèmes normatifs propres aux communautés indiennes qui leur permettent de s'autogouverner et d'avoir leur propre justice, ainsi que l'élargissement de ces systèmes, sont laissés à l'initiative des États. [...] »

(extrait de Georges Lapierre, dans ouvrage collectif, *Hommes de maïs, cœurs de braise. Cultures indiennes et rébellion au Mexique*, L'insomniaque, Paris, 2002, p. 17).

Les réalisations de l'autonomie zapatiste

Le silence des zapatistes pendant toute l'année 2002 signe-t-il leur défaite ? Au contraire. « *J'avance lentement, mais j'avance* », affirme tranquillement un escargot peint sur une maison d'Oventik. À la faveur d'une réflexion patiente et résolue, l'ensemble du mouvement se réorganise pour mettre en œuvre de fait une autonomie qui a été refusée en droit : c'est la naissance des *Caracoles* en août 2003. « *Le message politique associé à leur création est clair : en l'absence de reconnaissance constitutionnelle de l'autonomie, les peuples indigènes optent pour la mettre en pratique, sans cadre légal, mais forts d'une légitimité fondée sur les accords de San Andrés, qu'il s'agit donc de traduire dans les faits, à défaut d'avoir pu les convertir en règle constitutionnelle*¹⁰. » Certes, la pratique de l'autonomie ne naît pas avec les *Caracoles* puisqu'elle s'exerçait auparavant dans le cadre des « Communes autonomes rebelles zapatistes » (créées en 1994). Mais la naissance des *Caracoles* et des Conseils de Bon Gouvernement donne à l'autonomie zapatiste une ampleur et une cohérence nouvelles. Non seulement ils deviennent des unités politiques administratives disjointes désormais de l'EZLN, mais ils proposent une alternative politique concrète aux modes d'organisation du « Mauvais gouvernement ». Et, dans nombre de secteurs vitaux, ils améliorent de façon significative les conditions de vie des populations, donnant une réalité aux rêves de « *ceux d'en bas, à gauche* ».

10. J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, 2005, p. 284.

Le caracol, un symbole aux lectures multiples

Les *caracoles* qui naissent en août 2003 sont au nombre de cinq : La Realidad (*caracol* I), Oventik (II), La Garrucha (III), Morelia (IV) et Roberto Barrios (V). De chaque *caracol* dépend une *zone*, subdivisée en *municipios*, eux-mêmes subdivisés en *pueblos*. Comme tous les projets se définissent en accord avec les besoins du peuple, à travers les assemblées, chaque zone manifeste certaines spécificités même si les principes essentiels de l'autonomie sont communs aux cinq zones. Chez les zapatistes, l'idée d'un modèle qui s'imposerait à tous et toutes est dénuée de fondement. Il appartient à chaque communauté humaine de construire sa propre voie, en fonction des ressources et des contraintes que présente un territoire donné. Ce cheminement s'effectue selon une dynamique organique de questionnement, de tâtonnements, qui intègre les réussites comme les erreurs pour les dépasser : « *caminar preguntando, preguntar caminando* » (cheminer en questionnant, questionner en cheminant), répètent les zapatistes. Cette démarche, au plus près des réalités vécues par les gens, n'exclut pas un travail commun entre les *caracoles*, au contraire. Des réunions de coordination se développent entre eux pour échanger sur tel ou tel sujet et améliorer tel ou tel fonctionnement dans les domaines clés de l'autonomie : la santé, l'éducation, la communication, l'agro-écologie... Mais en aucun cas il ne s'agit d'écraser la spécificité des expériences sous un modèle commun. L'initiative reste à la base, dans la particularité d'un lieu propre.

Le choix du *caracol* pour nommer les nouveaux centres de l'autonomie s'accorde parfaitement au goût des zapatistes pour la poésie et le symbole, riches en résonances. Dans les cultures mayas, le *caracol* est d'abord un coquillage marin utilisé comme instrument de musique. Il permettait

d'alerter les communautés en cas de danger... comme, aujourd'hui, de faire entendre la voix des zapatistes. Dans une figuration stylisée, il apparaît ensuite sous la forme d'une spirale d'où émerge parfois le visage d'un vieillard : il rejoint ainsi la conception maya du temps, pour laquelle celui-ci conjugue ouverture vers la nouveauté et retour sur le passé, la première se fondant sur le second dans un processus toujours renouvelé. De même, le projet de transformation sociale des zapatistes prend appui sur la « tradition » des communautés indigènes, mais sans s'y enfermer : la référence à l'organisation et à l'histoire propres des peuples indigènes est le socle sur lequel s'édifie des relations sociales en permanente transformation. La tradition est recomposée dans le présent, selon



« *Nous ne courons pas parce que nous allons loin* »
– fresque de La Garrucha, 2012

des perspectives utopiques qui ne perdent pourtant jamais de vue le réel. Mais la spirale évoque encore des manières de parler, de penser, d'être... proches de celles que l'on observe dans les communautés indigènes. C'est l'idée que, pour atteindre un but, le chemin le plus direct n'est pas forcément le meilleur, que le détour est souvent nécessaire et fécond parce qu'il correspond à un processus de maturation organique : « *éviter de manifester sa soumission à un intérêt immédiat ou un empressement à atteindre directement son but, comme le voudraient les logiques de la rationalité instrumentale et de l'efficacité optimisée; admettre que beaucoup de détours peuvent parfois être un judicieux moyen de trouver son chemin et que le temps perdu de l'errance est une expérience bénéfique* »¹¹, telles sont les dimensions de l'agir auxquelles renvoie la spirale indigène, et zapatiste. Ici d'ailleurs, le symbole du *caracol* rejoint sa représentation contemporaine sous la forme d'un escargot : celui-ci convoque alors à la fois par sa coquille la spirale et tous les motifs qui s'y rattachent, et la lenteur du petit animal modeste mais obstiné, qui prend son temps pour aller loin (« *J'avance lentement, mais j'avance* », lit-on sur un mur à Oventik).

Dans quels domaines s'est construite l'autonomie zapatiste depuis 2003 ? Quelles avancées a-t-elle enregistrées ?

Faire de la politique autrement

Par opposition au *Mal Gobierno* (Mauvais Gouvernement) des autorités fédérales ou de l'État, chaque région autonome est administrée par une *Junta de Buen Gobierno* (Conseil de Bon Gouvernement). Les membres des Conseils sont élu-es par les assemblées des *municipios* (communes), en nombre suffisant pour que les charges s'exercent par rotations.

6 L'élection des autorités se fait dans les villages, dans les communautés, chaque village présente ses candidats et une liste de tous les candidats est préparée et présentée au *municipio*. Celui-ci convoque une assemblée générale, avec les hommes et les femmes, pour présenter les candidats aux charges municipales. Comme il y a assez de candidats, le peuple désigne ceux qui lui conviennent le plus pour être parmi les autorités [...] une fois terminée cette élection dans chaque *municipio*, le conseil se réunit et désigne dans son équipe deux *compañeros* pour siéger au Conseil de Bon Gouvernement, pour couvrir cet autre niveau d'instance.

(Manuel de la Escuela « *Gobierno autónomo I* », p. 27.

C'est un mandat de trois ans qui leur est confié, mais ils/elles sont révoquables sur décision des assemblées. Et, pour se préserver de toute maladresse ou tentation, ils/elles agissent sous le regard d'une *Commission de vigilance*, elle aussi désignée par les assemblées.

11. J. Baschet, *La rébellion zapatiste*, Flammarion, Paris, 2005, pp. 283-284.



La Commission de vigilance : « *Nous ne nous rendons pas, nous ne doutons pas, nous ne nous vendons pas* ». Peinture murale du bureau de la Commission de vigilance, Caracol de La Garrucha, 2012

Le rôle du Conseil de Bon Gouvernement est de veiller au bon déroulement des projets engagés, de répondre aux demandes et aux besoins de la population et de proposer des initiatives qui lui soient bénéfiques :

« Parmi les devoirs du gouvernement autonome figurent plusieurs devoirs importants : tenir informés les villages et leur présenter des propositions, et aussi rendre des comptes sur chaque travail collectif réalisé au niveau municipal ou de la zone. »

(Manuel de la Escuelita « *Gobierno autónomo I* », p. 18).

Il leur incombe aussi une fonction d'arbitrage dans la répartition équitable des ressources au niveau de la zone. Ils/Elles coordonnent enfin le travail des différentes commissions spécifiques (santé, éducation, communication, agro-écologie...). Également instance supérieure d'arbitrage dans la gestion des conflits, il est cependant rare que le Conseil ait à officier sur ce terrain, dans la mesure où la plupart des conflits trouvent une solution au niveau des *pueblos* ou des *municipios*. Tous les niveaux administratifs, en effet, disposent de leurs propres « autorités », pareillement élues et révocables par les assemblées. « *Ici, le peuple commande et le gouvernement obéit* », lit-on à l'entrée des *caracoles*.

C'est bien ce principe fondateur qui sous-tend la rupture du mouvement zapatiste d'avec la classe politique, y compris la gauche institutionnelle. Pour les zapatistes, le moment est venu d'une initiative politique alternative : en

2005, la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone condamne sans appel le néo-libéralisme, le capitalisme et les partis qui les servent. Cette initiative anticipe l'élection présidentielle de 2006, où López Obrador, le candidat du PRD, doit représenter les intérêts de la gauche institutionnelle. Loin de le soutenir, l'EZLN lance la proposition de « l'Autre Campagne » : celle qui ne prétend pas à la conquête du pouvoir, celle qui n'a aucun candidat à présenter ou à soutenir, celle dont la seule ambition est de favoriser la rencontre de toutes celles et de tous ceux qui se trouvent « en bas, à gauche » et pensent qu'un autre monde est possible. La rupture avec la gauche institutionnelle repose sur la priorité donnée à un modèle de représentation qui soumet les élu-es à celles et ceux qui les ont élus – ou plutôt désignés.

Enfin, le système de justice zapatiste est très révélateur de l'autonomie mise en œuvre par les indigènes selon leur propre système de valeurs, essentiellement fondé sur la consolidation du lien social. Des différences existent selon les caracoles, mais les principes majeurs sont identiques. Toute situation conflictuelle ou relevant d'un acte délictueux peut être portée à l'arbitrage des autorités : au niveau du *pueblo* en première instance, du *municipio* si le problème n'est pas résolu, et enfin de la *Junta de Buen Gobierno* s'il est besoin qui est la dernière instance de décision.

Le principe fondateur de la justice zapatiste est la recherche de l'accord entre les parties en conflit. À La Garrucha, lorsque cette démarche aboutit, il y a signature d'un acte de clôture du conflit par les différent-es protagonistes. S'il le faut, les autorités tranchent en faveur de l'une ou l'autre des parties. L'essentiel de ces conflits relèvent de différends autour de la terre et trouvent une solution amiable assez simple et rapide. À Morelia on évite aussi d'en venir aux sanctions et, lorsque sanction il y a, elle prend la forme de travaux d'intérêt collectif. Voici comment un *compañero* présente la chose :

« C'est la punition que nous appliquons, au lieu de mettre le coupable en prison, nous le faisons travailler. C'est ainsi que nous pensons, que nous appliquons la justice, je ne sais pas si c'est bien ou si c'est mal mais c'est ainsi que nous faisons. »

(Manuel de la Escuelita « Gobierno autónomo II », p. 7).

Les délits mineurs relèvent de la compétence des *municipios* et les délits plus graves, de celle de la *Junta de Buen Gobierno*. Il y a bien une « prison » dans le *caracol*, tout comme à La Realidad et à Oventik, mais la notion de « prison » diffère notablement de celle de nos cellules de commissariats ou de nos maisons d'arrêt européennes... Il s'agit d'une petite cabane close par une grille où le/la puni-e passe la nuit, après avoir vaqué toute la journée aux tâches qui lui ont été désignées et partagé ses repas avec les autres *compañero-as*. Il ne saurait être question de maintenir quelqu'un enfermé, à moins qu'il/elle ne représente un réel danger pour l'entourage, au-delà de ce temps de repos. Ce serait le/la priver des relations humaines qui lui sont indispensables et ce serait priver la collectivité des travaux qu'il/elle doit accomplir. Quel sens cela aurait-il... ? À Roberto Barrios, un représentant des autorités explique qu'il n'est pas

rare de voir des paysan-es non zapatistes de la zone se tourner vers la *Junta de Buen Gobierno* pour lui demander son arbitrage. Beaucoup ont tendance à considérer que la justice zapatiste est plus équitable que celle rendue par les tribunaux du *Mal Gobierno*, cette justice officielle où l'argent est toujours le dernier arbitre, justice expéditive aussi, indifférente aux difficultés des plaignant-es à maîtriser la langue officielle.



Façade de la maison du Conseil de Bon Gouvernement d'Oventik
« cœur central des zapatistes face au monde », 2012

C'est donc en s'appuyant sur les traditions politiques des communautés indigènes (vitalité des assemblées, prise de décision au consensus, principe du « *mandar obeciendo* »...) que les zapatistes ont construit une alternative politique, dans le cadre des *caracoles* administrés par les *Juntas*. Celles-ci coordonnent des secteurs clés de la vie des populations tels que la santé, l'éducation, la communication, le travail collectif : autant de domaines qui ont vu progresser l'autonomie zapatiste.

La santé

Avant le développement du système de santé autonome, on déplorait la permanence d'une très forte mortalité infantile, d'une très forte mortalité des jeunes femmes en couches, et une large impossibilité d'accès au moindre soin pour les communautés à l'écart des grandes voies de communication... Et, en conséquence, des mort-es. En nombre d'autant plus insupportable qu'il

s'agissait de maladies curables, de gripes, de diarrhées, de tuberculoses... Face à cela, les autorités officielles manifestaient la plus complète inertie, très peu préoccupées par le sort des populations indigènes. C'est cet état de délaissement que les zapatistes ont voulu affronter.

Les premières initiatives du mouvement zapatiste en matière de santé ne datent pas du soulèvement. Ainsi, dans la zone du *caracol* d'Oventik, un projet autonome d'accès aux soins voit le jour dès 1989. Six personnes, dont quatre sans aucune formation et disposant de très peu de médicaments, ouvrent la première clinique autonome de la région en 1992, *La Guadalupeana*.

La clinique de la Guadalupeana, qui est située au *Caracol*, est une clinique centrale, elle a commencé à être édiflée en 1991, 1992. Pourquoi cette clinique s'est construite? Parce qu'à cette époque la communauté était totalement isolée, il n'y avait pas l'électricité, ni de route comme aujourd'hui, ni de moyen pour amener les patients à la ville. Il n'y avait ni clinique ni maison de santé bâties par le gouvernement fédéral ou de l'État. C'est pour cette raison que le peuple a décidé de s'organiser et de réfléchir à construire une maison de santé ou une clinique, et il s'est organisé pour que la construction commence, en 1991 et 1992.

(Manuel de la Escuelita « *Gobierno autónomo II* », p. 20).

Vingt ans plus tard, elle est désormais la clinique centrale de la zone tandis que onze cliniques se répartissent sur les *municipios* et quarante « maisons de santé » sur les *pueblos*. Les lieux de soins se sont multipliés et rapprochés des lieux d'habitation, donnant une réalité concrète au droit à la santé.

Les soins sont dispensés par des promoteurs-trices de santé. Les premiers promoteurs-trices, à Oventik, furent formé-es par des médecins sympathisants du mouvement. Par la suite, c'est un double processus d'autoformation et de transmission des savoirs qui a permis que, aujourd'hui, trois cent vingt-deux « *promotores de salud* » soient opérationnel-les sur la zone. A peu de différence près, c'est un même processus de formation que l'on retrouvera sur les autres *caracoles*. Signalons que les promoteurs-trices, désigné-es par les assemblées, ne reçoivent pas de salaire pour leur travail; seuls leurs besoins alimentaires sont pris en charge.

Une promotrice de santé à la clinique du Caracol d'Oventik. 2010



Les réalisations sont impressionnantes, notamment à la clinique d'Oventik : consultation de médecine générale, service d'urgences ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, service de soins dentaires, service d'ophtalmologie, service d'obstétrique, salle d'accouchement, petit bloc opératoire, laboratoire d'analyses, et même un équipement d'échographie tout récent, sans oublier les trois ambulances... Certes, il reste beaucoup à faire. L'échographie ne fonctionne pas encore, faute de formation pour les promoteurs-trices. Les interventions chirurgicales ne peuvent concerner que des opérations légères (manque d'anesthésiste, de matériel plus spécialisé, de compétences chirurgicales fines...). Le laboratoire d'analyses est sous-équipé. Mais elles sont rares, de nos jours, les structures hospitalières dont qualité et quantité de services ne font que croître ! Dans le *caracol* de *La Garrucha*, la clinique des femmes *Comandanta Ramona* a ouvert en mars 2008. L'équipe est exclusivement composée de promotrices. On y accueille les femmes pour toute consultation ordinaire mais l'accent est particulièrement mis sur les services de gynécologie, d'obstétrique, de maternité ainsi que sur les soins et la prévention des maladies sexuellement transmissibles. L'équipe de « *promotoras* » ne dissimule pas l'ampleur des problèmes auxquels elles se heurtent. Le plus important est, sans doute, la distance d'avec la ville, qui nuit à un ravitaillement régulier et les laisse parfois démunies en produits de première nécessité. En revanche, la mortalité des enfants en bas âge et des femmes en couches présente un recul significatif. Elle reste néanmoins trop élevée ; ici aussi, beaucoup reste à faire. Pourtant, elles en abattent du travail, les *compañeras* ! En plus d'assurer l'accueil quotidien à la clinique, elles parcourent les *pueblos* de la zone pour y mener une campagne de prévention des maladies sexuellement transmissibles, pour y diffuser toute l'information relative à la contraception, évoquer la planification familiale... Les femmes sont en droit de décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent mettre au monde, disent-elles. « *Los hombres, no les gusta que hablemos de esto pero ya sabemos que las mujeres tienen derechos.* » (« Les hommes n'aiment pas que l'on parle de cela, mais nous savons maintenant que les femmes ont des droits. »). Dans tous les *caracoles*, les réalisations du système de santé sont étonnantes. Elles consolident l'autonomie zapatiste, puisqu'elles permettent aux habitant-es de se faire soigner en dehors du système de santé officiel, et donc de ne pas quitter le mouvement. Le gouvernement essaie pourtant de contrer l'influence zapatiste par des offres de soins diverses, mais celles-ci, pour être spectaculaires, sont souvent peu adaptées.

Un élément-clé de l'autonomie zapatiste en matière de santé est la restauration des médecines naturelles traditionnelles. Les peuples indigènes n'ont pas attendu l'intérêt des multinationales pharmaceutiques pour découvrir la richesse des ressources naturelles médicinales qui foisonnent dans l'exubérante végétation du Chiapas. Les savoirs ancestraux se sont transmis mais l'émigration et l'exode rural ont cependant réduit le nombre d'initiés. La santé autonome affiche l'ambition de restaurer l'ensemble de ces connaissances. D'en constituer une mémoire écrite, mais aussi une mémoire vivante et, par là même, l'hypothèse d'un avenir, au travers des herboristeries qui accompagnent désormais

toute nouvelle structure de soins. En outre, il s'agit d'assurer la transmission de ce savoir aux générations futures. Dans toutes les zones s'organisent des formations de «*promotoras*» (jusqu'à présent, cette compétence semble réservée aux femmes), spécialisées dans l'usage de la médecine naturelle, dans la confection des remèdes obtenus au terme de savants mélanges.



« Nous sommes les promoteurs et promotrices qui rendons notre service digne pour toutes et tous » L'importance des plantes dans la médecine traditionnelle, mural de l'hôpital « La primera esperanza de los sin rostro de Pedro », San José del Rio, Caracol de la Realidad. 2010

Autre point commun à tout le système de santé autonome, les campagnes de vaccinations. Elles sont organisées régulièrement sur tout le territoire des cinq régions zapatistes. L'accent est également mis sur la prévention. Dans cette perspective, les zapatistes ont privilégié l'accès à l'eau potable. Au Chiapas, en 2006, la moitié de la population indigène n'y avait pas accès alors que c'est l'un des États du Mexique où les pluies sont les plus abondantes. Les cinq *caracoles* disposent aujourd'hui de sources d'eau potable, évitant ainsi la diffusion d'un grand nombre de maladies.

Dans toutes les zones, l'accès aux soins est ouvert à tous et toutes, zapatistes ou non. Parfois, ce sont les conditions de règlement qui diffèrent. A Oventik, tous et toutes doivent s'acquitter d'une contribution financière (très modeste) pour les consultations et payer les médicaments à un tarif très inférieur aux prix pratiqués dans les hôpitaux publics. A La Realidad, les zapatistes bénéficient de la gratuité pour la consultation et de tarifs préférentiels pour les médicaments et des chirurgies sont pratiquées régulièrement... Mais nombre

de non zapatistes préfèrent se faire soigner dans les bâtiments zapatistes : la santé n'y est pas objet de commerce mais engage une dimension humaine, proximité qui se traduit aussi par le partage des langues indigènes.

Le processus d'autonomie en matière de santé n'a pas résolu tous les problèmes des communautés zapatistes. Aucune zone ne dispose de structure en capacité de faire face aux pathologies les plus lourdes. Beaucoup de progrès doivent encore être réalisés dans le domaine de l'hygiène, dans la facilité d'accès aux soins pour les communautés les plus isolées. Il est encore trop fréquent, dans les zones proches des centres urbains, de voir des familles quitter le mouvement parce qu'un enfant, un mari, une femme, trop malade, ne peut plus qu'être pris-e en charge par la médecine publique. En aucun cas, cela ne peut cependant occulter la réalité et l'importance des avancées. Là où, autrefois, dans la forêt Lacandone, on mourait sans aucun soin dans l'indifférence générale, on survit aujourd'hui grâce au système autonome de santé. Partout, en territoire zapatiste, la mortalité infantile a chuté, tout comme celle des femmes en couches (échographie à Oventik et La Realidad) et l'élévation du niveau éducatif dans les communautés permet d'envisager un impact bien plus important des campagnes de prévention dans les temps à venir. Niveau qui, lui-même, résulte de l'avancée de l'éducation autonome.

L'éducation

En développant une éducation autonome, les zapatistes s'attaquent à l'échec auquel l'école institutionnelle voue les populations indigènes. Car malgré sa prétention à les « intégrer », celle-ci ne répond en rien aux besoins des



Une école de La Garrucha. 2011

enfants indigènes ; bien plutôt, elle les stigmatise par ses effets discriminatoires. Universellement transmis en castillan, l'enseignement officiel est en effet incompréhensible pour des enfants dont les langues maternelles sont le tzeltal, le tzotzil, le chol, le tojolabal ou le zoque (plus de 25 % des habitants du Chiapas parlent une langue indigène)... Par ailleurs, les enfants sont confronté-es à des apprentissages qui occultent toute l'histoire et toute la culture de leur peuple. Le rythme de ces apprentissages, unique, imposé, est lui aussi générateur d'échecs irréversibles.

Du constat des effets discriminatoires de l'école officielle résultent quelques principes qui orientent l'éducation autonome dans les cinq zones, même si les formes d'organisation et les réalités locales peuvent être distinctes. D'abord, un-e enfant doit pouvoir aborder les apprentissages dans sa langue maternelle. Mieux encore, s'il/elle doit apprendre le castillan (indispensable pour la vie sociale mexicaine), il/elle doit aussi renforcer la connaissance de cette langue maternelle, apprendre à en maîtriser la forme écrite. Ensuite, il/elle doit connaître l'histoire de son peuple. Une histoire de colonisation, d'anéantissement des cultures originelles, celles qui, les premières, furent présentes dans les deux Amériques. Un-e enfant de communauté indigène doit encore renouer avec les racines de sa culture. La planète serait-elle à ce point de dégradation si s'était transmis et diffusé le principe du respect dû à la « *Madre Tierra* » ? Il/Elle doit également apprendre à décoder et combattre le langage et les méfaits du « *Mal Gobierno* ». Apprendre à s'informer, réfléchir, analyser, argumenter, pour mieux affronter un capitalisme sans scrupule :

Comment nous résistons à toutes les mauvaises idéologies du gouvernement dans notre caracol ? Notre arme principale est l'éducation autonome. Dans notre caracol, nous enseignons aux promoteurs l'histoire réelle des peuples, pour qu'ils la transmettent aux enfants, et nous leur apprenons aussi nos revendications. Nous avons aussi des discussions politiques avec les jeunes pour qu'ils restent vigilants et ne soient pas bernés par l'idéologie du gouvernement, et dans les différents villages nous discutons avec les gens de nos treize revendications.

(Manuel de la Escuelita « *Resistencia autónoma* », p. 13).

Mais un-e enfant doit aussi être respecté-e dans sa personnalité. Il est absurde d'exiger de tous et toutes un même rythme d'acquisition. L'enfant pourra construire ses savoirs à son rythme propre. Jamais il/elle ne sera battu-e ou puni-e. Mais tous les savoirs, toutes les connaissances qu'acquiert un-e enfant n'ont de valeur qu'à la condition d'être partagés. Et partagés dans l'intérêt de la communauté. On notera d'ailleurs qu'un-e enfant de communauté indigène n'appartient pas nécessairement au mouvement zapatiste, mais puisqu'il/elle est l'objet des mêmes discriminations, l'éducation autonome lui est ouverte sans aucune réserve. Celle-ci n'est d'ailleurs qu'un temps de cet apprentissage permanent qui ne prend fin qu'avec la vie. Elle est cependant rendue obligatoire jusqu'à l'achèvement d'un niveau primaire (qui dure six ans), le niveau secondaire (trois ans) n'est pour le moment pas aussi étendu et concerne es-



A l'école des treize demandes zapatistes. La Garrucha, 2012

sentiellement la formation des nouveaux/nouvelles promoteurs et promotrices.

Enfin, les enseignements ne peuvent se définir qu'en accord avec les besoins du peuple. A cette fin, les assemblées de *pueblos*, de *municipios*, désignent les promoteurs-trices et participent à l'élaboration de ce que l'on appellerait, dans l'école institutionnelle, des « programmes », si ce n'est que ces « programmes » ne peuvent s'imposer au-delà de la zone et sont révisables à tout moment.

Les « *promotores-as de educación* », selon un principe que l'on retrouve dans tous les secteurs de l'autonomie, ne reçoivent d'autre contrepartie à leur travail qu'une assistance alimentaire. Pas de « salaire » : leur charge de promoteur-trice s'exerce au bénéfice de la communauté et ils/elles n'en attendent aucune rétribution monétaire. Mais pendant les périodes de suspension d'activité, les promoteurs-trices d'éducation renouent le plus souvent avec le travail de la terre, lorsqu'ils/elles ne suivent pas de formation complémentaire. Signalons enfin que les promoteurs de l'école autonome sont actuellement majoritairement des hommes.

Dans les cinq zones d'influence zapatiste, il faut enfin relever un autre trait commun : il s'agit de l'existence d'initiatives d'alphabétisation en direction des adultes, sous forme, dans la plupart des cas, d'ateliers du soir.

Toutes les zones n'ont pas atteint le même niveau de développement et, de surcroît, puisque le principe de base consiste à laisser les assemblées déterminer leurs besoins, l'éducation autonome ne peut que différer d'un *caracol* à l'autre. Cependant, partout elle est pensée en termes de conscience cultu-

relle, sociale et politique. Et pour cela elle doit être « *crítica, analítica, reflexiva, creativa* » (un promoteur d'éducation d'Oventik). Elle est le socle d'une dignité retrouvée et d'un engagement plus fort dans la construction de l'autonomie zapatiste. C'est dans cette perspective aussi qu'est conçu aujourd'hui le développement des moyens de communication à l'intérieur des zones zapatistes.

La communication

Si depuis le début du soulèvement, les responsables de l'EZLN ont compté sur une communication très affûtée pour populariser leur lutte et constituer un soutien international, aujourd'hui, dans les communautés du mouvement, il s'agit surtout de construire un outil pédagogique au service du peuple. Ceci passe d'abord par le développement des radios communautaires : trois pour la zone d'Oventik, deux pour La Garrucha, trois pour Morelia où chaque *municipio* dispose de sa radio, deux pour La Realidad. La programmation radiophonique a pour ambition de participer à l'avancée de la conscience culturelle, historique, sociale et politique des communautés indigènes. En ce sens, elle ne s'adresse pas exclusivement aux membres du mouvement zapatiste. Les radios communautaires aspirent à étendre le champ de leurs auditeurs/trices au plus grand nombre de familles non zapatistes présentes dans la zone. Les contenus programmatiques s'inscrivent plus ou moins sur les mêmes grands axes, dans l'ensemble des zones. Ce sont des émissions consacrées à l'histoire des peuples indigènes, aux objectifs de l'éducation autonome, aux pratiques d'une agriculture naturelle, à la protection de l'environnement, aux campagnes de prévention sanitaire, aux droits des femmes, au développement des coopératives et des travaux collectifs, aux agressions subies par le mouvement et à la stratégie contre insurrectionnelle... Et puis la musique... Musique populaire d'autrefois, musique populaire contemporaine, chanson populaire, chanson révolutionnaire...



Fresque sur la maison des promoteurs/trices de communication de La Garrucha, 2012.

Outre la programmation radiophonique, des documentaires sont proposés aux habitant-es. À Roberto Barrios, on réalise des vidéos pour l'ensemble du mouvement. Un projet documentaire prévoit par exemple de recueillir la mémoire des savoirs et savoir-faire des plus ancien-nes, dans des domaines aussi divers que la langue, l'agriculture, la médecine traditionnelle, la musique traditionnelle... La même équipe de communication travaille en partenariat avec PROMEDIOS, organisation spécialisée dans la production et la diffusion des œuvres et documentaires réalisés par le mouvement zapatiste ; totalement légale, PROMEDIOS soutient les zones zapatistes en proposant des formations aux techniques de l'audiovisuel, et en aidant à l'organisation de certaines coordinations de zones. Cette coopération entre les zapatistes et PROMEDIOS a donné lieu, entre 2000 et 2001, à la réalisation des documentaires « *Trabajos colectivos* » (*Travail collectif*) et « *Guerra del Miedo* » (*Guerre de la peur*) puis, en 2004, de « *La tierra es de quien la trabaja* » (*La terre est à qui la travaille*). Création plus originale, grâce à la collaboration d'un réalisateur professionnel, « *Bolon Ajaw* » est une fiction zapatiste présentée sous la forme courante d'une « *tele novela* », selon un casting d'acteurs-trices entièrement sélectionné-es parmi les membres des communautés.

À « Roberto Barrios », quelques promoteurs-trices se consacrent aussi à l'organisation de projections dans les *municipios*, dans les *pueblos*. Le but est souvent de débattre autour d'un documentaire à caractère politique, mais il peut aussi simplement s'agir de se distraire autour d'une fiction (en août 2012, nous avons projeté à La Garrucha des films tels que *La ley de Herodes*, de Luis Estrada (1999) et *Corazon del Tiempo*, de Alberto Cortes (2008). Bref, « *communiquer fait partie de la lutte* » (un promoteur de communication de Morelia) mais l'enjeu est aussi, en desserrant l'étau de la nécessité matérielle, de s'épanouir en pensant à autre chose qu'à la survie quotidienne. Dans ce domaine, des avancées sont aussi constatées.

L'économie : travail collectif et coopératives

Comment permettre aux indigènes de vivre dignement des produits de leur travail, en l'occurrence, le plus souvent, de l'exploitation de leur terre ? Rappelons que les années 1990 ont été dévastatrices pour les paysan-nes mexicain-es, a fortiori pour les indigènes. En 1992, la réforme de l'article 27 de la Constitution vise, à terme, la disparition des *ejidos* (terres possédées collectivement par la communauté – ce qui en garantit l'inaliénabilité –, mais dont l'usage est individuel, ou plus exactement familial). En autorisant chaque *ejidatario* à vendre sa part, elle provoque le plus souvent la paupérisation de celles et ceux qui se laissent tenter par la propriété privée sans en mesurer les pièges. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'ALENA le 1^{er} janvier 1994 – jour du déclenchement de la rébellion zapatiste – a contribué aussi à fragiliser les paysan-nes mexicain-es, fortement concurrencé-es par les produits étrangers. Les zapatistes ont donc cherché à se protéger de ces attaques libérales en s'organisant de telle sorte qu'ils/elles puissent, à la fois, consolider leur mode de vie traditionnel (foncièrement communautaire) et dégager des bénéfices nécessaires à leur autosuffisance :

Dans nos familles nous nous préparons à résister aux attaques économiques en travaillant la terre mère, c'est comme ça que nous luttons. Nous cultivons la *milpa*, les champs de haricots, le café, les bananes, la canne, nous avons aussi des pâtures pour le bétail, des poulets, tout ça pour résister et nourrir nos familles. C'est comme ça que nous résistons.

(Manuel de la Escuelita « *Resistencia autónoma* », p. 6).

Et ceci passe notamment par le travail collectif.



Maison de la coopérative artisanale « Femmes pour la Dignité », Oventik, 2012.

Il se développe essentiellement sous la forme de coopératives, au travers d'initiatives volontaires approuvées par les assemblées de *pueblos* ou de *municipios*. Conformément à la logique du mouvement zapatiste, qui consiste à respecter scrupuleusement la souveraineté des bases d'appui, il est hors de question de forcer la main aux *compas* qui souhaiteraient réserver l'exploitation de leur *milpa* (champ de maïs) aux seuls besoins de leur famille. Mais l'émergence du travail coopératif, déjà antérieure au soulèvement, présente aujourd'hui un modèle qui, sans être encore majoritaire, progresse peu à peu. Une coopérative devient une entité économique autosuffisante. Elle dispose de ses propres « autorités », élues par son assemblée, et qui exercent aussi leurs charges par rotations. Outre les tâches gestionnaires, ces autorités sont également garantes de l'utilisation équitable des fonds recueillis. Parmi les coopératives les plus en vue, il y a celles des producteurs-trices de café, qui entretiennent des liens avec des réseaux solidaires, en France, en Italie, en Allemagne (voir article ci-dessous)... Les coopératives de femmes sont également de première importance. Autrefois privées de l'accès au travail, c'est très fréquemment sous cette forme que celles-

ci s'organisent, initiant des coopératives artisanales où se fabriquent des tissus, des vêtements... mais aussi des coopératives d'élevage, de boulangerie... La forme coopérative représente, pour les femmes, un point d'appui dans le processus d'auto-émancipation. Il existe aussi des coopératives agricoles, d'élevage bovin, de cordonnerie, d'apiculture...

Avec les coopératives, les zapatistes mettent en œuvre le principe de travail collectif au bénéfice des communautés. Dans le cas de certaines productions, notamment le café, ils entendent commercialiser leurs produits à un prix satisfaisant, notamment à l'étranger. Il s'agit d'éviter d'avoir affaire aux « coyotes », ces intermédiaires qui achètent leurs produits à très bas prix pour les revendre cher. Ainsi, même si les zapatistes doivent encore compter sur l'aide internationale pour mener leurs projets à bien (voir article et souscription ci-dessous), ils/elles avancent lentement vers la voie de l'autonomie, tout en protégeant leur organisation sociale, communautaire. Depuis la création des caracoles, on peut en effet enregistrer une progression significative du travail collectif, à l'image de tous les secteurs organisés par les assemblées et coordonnés par les *Juntas*.

La construction de l'autonomie en butte à une offensive contre-insurrectionnelle multiforme

En construisant un espace social autonome, un lieu où puissent s'épanouir d'autres relations et d'autres règles que celles qu'impose au Mexique un État soumis comme tant d'autres au capitalisme mondialisé, le mouvement zapatiste constitue pour les pouvoirs un défi et une menace. Contrôle politico-militaire du territoire et rêve d'expansion économique vont de pair, s'épaulant l'un l'autre pour vider les campagnes de leurs habitant-es : la présence zapatiste heurte de plein fouet ces visées sinistres. C'est pourquoi les zapatistes ont à affronter les pressions conjuguées d'acteurs-trices publics et privés, tous et toutes engagé-es dans une vaste stratégie contre insurrectionnelle. Certes, l'état de tension diffuse, d'une zone à l'autre. À la Garrucha, c'est surtout la pression permanente des patrouilles de l'armée fédérale. À Roberto Barrios, c'est principalement le face à face avec les communautés infiltrées par des paramilitaires, eux-mêmes instrumentalisés par le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) :

« Ici le gouvernement a tenté de nous diviser politiquement par le biais de plusieurs organisations civiles, organisations qui sont très liées au gouvernement, aux différents partis et à leurs programmes. Le pire est qu'ils ont manipulé nos propres frères indigènes, de nos communautés, de notre zone, pour que ceux-ci nous provoquent et qu'il y ait des problèmes internes entre nous. »

(Manuel de la Escuela *« Resistencia autónoma »*, p. 20).

Mais dans tous les cas, il n'est pas difficile de retracer un plan d'ensemble qui renvoie à des précédents historiques, de l'Algérie au Vietnam, du Salvador à la Colombie.

En premier lieu, ce sont les pressions institutionnelles. Pressions civiles, qui se traduisent par un flux financier déversé dans les communautés du Chiapas (et tout particulièrement dans les zones d'influence zapatiste), au travers de projets soutenus par des fonds publics, fédéraux ou étatiques. Autre astuce du gouvernement fédéral, dans un contexte où le « bien pensant » écologique devient un marronnier de la presse internationale, la création de « Réserves naturelles protégées ». Qui va protester contre l'expulsion de quelques malheureux villages zapatistes alors que l'on œuvre pour la protection de la planète ? Jusqu'aux autorités municipales qui s'impliquent dans cette logique en menant des campagnes d'incitation à l'enregistrement des terres auprès du *Tribunal Agrario*. La tradition de propriété collective de la terre, tout d'abord inscrite dans la culture indigène puis héritée de la révolution mexicaine et timidement instituée dans des zones restreintes par la création des « *ejidos* » (propriétés collectives censées être remises aux communautés paysannes après la réforme agraire issue de la Révolution), est alors rendue caduque. Le/la paysan-ne devient petit-e propriétaire de la terre qu'il/elle travaille. Quoi de plus simple que de la lui acheter lorsque la misère l'aura poussé-e à cette dernière extrémité ?

La politique du mauvais gouvernement est d'en finir avec la vie collective, la vie en communauté. Il veut que tu laisses ta terre, que tu la vendes, et si tu le fais tu te fais avoir. C'est une politique d'injustice, qui crée plus de misère.

(Manuel de la Escuelita « *Resistencia autónoma* », p. 35).

Il est flagrant que cette manne financière globale n'a en rien amélioré le niveau de vie des communautés indigènes. Il est, hélas, tout aussi flagrant qu'elle provoque la division de ces communautés. C'est ainsi qu'apparaissent ces « conflits inter-communautaires » instrumentalisés, excellents prétextes, pour les autorités, d'entrer en action sur le deuxième axe du plan général.

Et cet axe, c'est celui des pressions militaires et policières. Dans un pays qui compte trente et un États plus le District Fédéral, le Chiapas concentre, à lui seul, dix pour cent de tout l'effectif de l'armée mexicaine. Au Chiapas, il suffit d'observer les situations des camps militaires sur une carte de l'État pour que la « coïncidence » entre camps et zones zapatistes lève toute ambiguïté quant à l'hypothèse du hasard. Bien sûr, le gouvernement fédéral invoque la nécessaire lutte contre les narcotrafiquants. Un petit air bien connu en Colombie ! La main de l'oncle Sam n'est sans doute pas très loin derrière. L'armée fédérale mexicaine n'est-elle pas équipée de matériel étasunien (mais aussi français...) ? Ne bénéficie-t-elle pas de la science éclairée de conseillers militaires étasuniens ? N'envoie-t-elle pas certains de ses officiers se former à « l'école des Amériques » (Centre de formation de l'armée des États-Unis, qui accueille de nombreux officiers des armées centre et sud-américaines, pour leur dispenser l'enseignement des stratégies et tactiques contre-insurrectionnelles) ? Le Mexique n'est-il pas signataire de l'ASPAN (Alliance pour la Sécurité des Peuples d'Amérique du Nord), qui autoriserait l'armée des États-Unis à intervenir au-delà de ses frontières en cas de trouble majeur... ?



La résistance d'une communauté aux agressions des paramilitaires. Cruzton, 2010

Mais revenons au Chiapas. Après l'armée, la police. Ou plutôt, les polices ! Fédérale, de l'État, municipales... Au Chiapas, elles semblent passer plus de temps à criminaliser les mouvements indigènes, politiques et sociaux, qu'à combattre la vraie criminalité. Et, en premier lieu, le mouvement zapatiste, bien sûr (cette mesure frappe également « L'Autre Campagne », le mouvement syndicaliste enseignant...). Quelques témoignages « spontanés » à propos d'une quelconque agression à main armée et on investit une communauté zapatiste, sous prétexte d'y rechercher des armes. Une autre communauté, qui aura le tort d'être trop proche de la frontière du Guatemala, sera investie au prétexte d'y rechercher de la drogue. Dans les deux cas, évidemment, on ne trouve rien. Mais on aura toujours fait monter la tension d'un cran. Autre mode d'intervention policière, l'alibi du conflit inter-communautaire. Les partis politiques, particulièrement les plus droitiers, comme le PRI, s'y entendent pour spéculer sur la misère. On instrumentalise quelques membres d'une communauté à l'aide d'une poignée de pesos et l'on orchestre une provocation à l'intention d'un *pueblo de compas* (la plupart du temps, il suffit d'alimenter un différend concernant la répartition des terres). Dans l'immense majorité des cas, les *compas* ont appris à ne plus tomber dans ce genre de piège. Mais, à la marge, lorsque les agressions se font trop vives, on en vient aux mains, voire aux machettes. Pain béni pour la police, qui s'empresse d'embarquer... les *compas* agressé-es. La justice décide alors de prendre tout son temps et ils/elles se retrouvent incarcéré-es en détention préventive pour des durées indéterminables et indéterminées. Institutions civiles, armée, polices, justice... Tout un faisceau de harcèlement qui ne suffit pas à décourager les *compas*.

Mais une « bonne » stratégie contre-insurrectionnelle sait conjuguer partenaires publics et partenaires privés :

– les partis politiques, qui, en période électorale, savent acheter les votes des plus pauvres (deux cents pesos par bulletin acquis!).

– les congrégations religieuses (à l'exception, bien sûr, de cette branche minoritaire de l'église catholique qui défend encore la théologie de la libération malgré l'hostilité du Vatican)... Maladies, misère, sont volontés du Tout Puissant ! Se rebeller, refuser qu'il soit source de toutes choses, ce sont là actes diaboliques !

– la plupart des médias, qui relaient sans vergogne la politique de criminalisation et n'accordent aucun espace d'expression au mouvement zapatiste ; pas plus d'ailleurs qu'aux autres mouvements, politiques, sociaux, indigènes ou paysans.

– et puis, derniers de la liste mais certainement pas les moindres, les groupes paramilitaires, qui se chargent des agressions les plus violentes et qui, curieusement, disposent d'armes en service dans l'armée mexicaine, qui volent, tuent, séquestrent, violent dans une totale impunité

“ Le mauvais gouvernement forme des groupes armés pour nous provoquer et nous obliger à quitter les terres récupérées. ”

(Manuel de la Escuelita « *Resistencia autónoma* », p. 48).

Face à cette contre-insurrection, pourtant, les zapatistes tiennent bon. Et si l'on en croit leurs affirmations fermes et tranquilles ils/elles tiendront, envers et contre tout. Ils/Elles sont prêt-es à mourir pour la défense de leur terre et de leur idéal. L'humilité et la détermination qui caractérisent ces paroles lèvent toute hypothèse d'un propos « fanfaron ». « *Seguiremos adelante* », (nous continuerons à avancer) répètent-ils/elles avec une paisible conviction. Et ils/elles continuent.

Dans ces circonstances, le soutien international est plus que jamais nécessaire :

“ Cette forme de relation avec d'autres personnes et organisations est quelque chose qui nous a permis d'avancer dans notre lutte, le mauvais gouvernement n'a pas pu nous éliminer parce qu'il sait que notre lutte s'est étendue à d'autres lieux et qu'il y a des organisations qui nous soutiennent. ”

(Manuel de la Escuelita « *Gobierno autónomo I* », p. 33).

Le Mouvement Zapatiste comme alternative concrète de fonctionnement démocratique et autonome : les sept principes de « commander en obéissant »



Illustration des sept principes zapatistes de bon gouvernement

Par ce voyage au cœur des luttes du Chiapas, notre imaginaire et notre réflexion se sont enrichis de ce que les zapatistes appellent les « principes de bon gouvernement ». Au nombre de sept, ils sont nommés ainsi en opposition à ce que les zapatistes identifient comme les « tres niveles de mal gobierno » (trois niveaux de mauvais gouvernement : municipal, étatique et fédéral). Ces sept principes ont notamment été formulés par le Congrès National Indigène (CNI) en 1997, ainsi que par le Commandant Tacho lors de la Deuxième Rencontre des zapatistes avec les peuples du monde en 2007. Ils sont, avec les treize demandes exprimées par l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), à la base de la lutte et de l'organisation des communautés zapatistes. Ces sept principes répondent à l'exigence du « gouverner en obéissant » à tous

les niveaux : de la communauté au Conseil de bon gouvernement.

LES SEPT PRINCIPES DE BON GOUVERNEMENT

- *Obedecer y no mandar* (Obéir et ne pas commander)
- *Representar y no suplantar* (représenter et non supplanter)
- *Bajar y no subir* (partir d'en bas et non d'en haut/ne pas chercher à s'élever)
- *Servir y no servirse* (servir et non se servir)
- *Convencer y no vencer* (convaincre et non vaincre)
- *Proponer y no imponer* (proposer et non imposer)
- *Construir y no destruir* (construire et non détruire)

Les communautés zapatistes ont développé un mode de fonctionnement démocratique et autonome, favorisant la participation de chacune et chacun et permettant d'éviter les prises de pouvoir individuelles. Les différents niveaux de décision au sein des territoires zapatistes (*comunidad, municipio, zona*) sont le lieu d'une mise en application quotidienne de ces sept principes.

Le *mandar obedeciendo* est le principe de base de l'ensemble. Il signifie que c'est le peuple qui décide, en assemblée. Celles et ceux qui gouvernent, mandaté-es par les assemblées... démi-es de leurs fonctions si besoin : c'est le « **obedecer y no mandar** ». Il s'agit ici de l'idée que celles et ceux qui sont chargé-es par la communauté de gouverner sont surtout là pour donner voix et corps à ce qui est décidé par la base, et non pour imposer leur propre point de vue, ce qu'exprime aussi le « **representar y no suplantar** ».

Les charges qu'assument les membres des différents conseils ne sont pas des carrières, ni un moyen de s'élever au-dessus du reste de la communauté « **bajar y no subir** ». Elles ne sont pas non plus un moyen de court-circuiter les décisions prises par les assemblées. Les mécanismes de contrôle y veillent, et le mode d'organisation participe de ce système où diriger n'est pas un métier : mandats tournants, non cumul des charges, non rémunération... Comme l'expliquent les zapatistes :

« au sein du gouvernement autonome, nous fonctionnons selon notre conscience et sans être intéressés par un quelconque salaire, parce que ce qui compte c'est la participation de toutes et tous pour le bon fonctionnement du gouvernement autonome. »

(Manuel de la Escuelita « *Gobierno autónomo I* », p. 14).

Les charges ne sont pas l'occasion de faire carrière ou de s'enrichir (« **servir y no servirse** »), puisque de toute façon, au sein des communautés, on repère vite si quelqu'un s'enrichit de manière « anormale ». Les richesses sont partagées, comme la terre et ce qui en est issu, selon le slogan zapatiste *Todo para todos, nada para nosotros* (tout pour tous, rien pour nous).

Le mode de prise de décisions est basé sur le consensus et non sur le vote, et les assemblées prennent le temps qu'il faut pour que chacune et chacun soit convaincu-e de ce qui est le mieux pour la communauté (« **convencer y no vencer** »). C'est une temporalité différente de la nôtre, une manière de s'écouter et de se parler différente aussi. Dans les assemblées, on se coupe peu la parole, chacun-e peut s'exprimer et être entendu-e. À tous les niveaux de décision et de fonctionnement, l'idée est de construire du lien et non de diviser ou de détruire ce qui lie la communauté, ce qui en fait un collectif (« **construir y no destruir** »). Le gouvernement est la structure d'organisation que la communauté se donne pour prendre soin de ses besoins, pour poursuivre la recherche et la construction de cette autonomie développée petit à petit depuis le soulèvement de 1994. Les conseils ne cherchent pas à imposer un point de vue, mais proposent aux assemblées des solutions aux problèmes, qui sont tranchés par les assemblées (« **proponer y no imponer** »).



Membres du Conseil de Bon Gouvernement du Caracol de Roberto Barrios, 2010

L'application de ces sept principes permet donc le développement de systèmes démocratiques favorisant l'implication individuelle et collective dans la vie de la communauté, en prônant le dialogue et le respect de chacune et de chacun, mais aussi en revenant à la base de ce qu'est la démocratie : un gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple. L'enjeu n'est pas ici le pouvoir comme moyen de s'élever et de gagner de la puissance, mais bien le mandat comme charge nécessaire au bon fonctionnement du collectif. On est bien loin des pratiques actuelles de nombre de « démocraties » occidentales... À l'heure où celles-ci sont de plus en plus considérées comme « malades », une réflexion sur ces principes, sur le moyen de les mettre en application dans nos propres modes de fonctionnement, voire sur l'opportunité d'en ajouter d'autres, ne serait-elle pas un premier pas vers une reconquête de la véritable démocratie ?

Le concept de *Lekil Kuxlejal* ou « vie digne » dans la pensée des indigènes du Mexique

Si le concept andin de *buen vivir* apparaît de manière de plus en plus régulière dans les débats et discussions en France, et notamment au sein des courants de pensée écologistes, on connaît encore peu ce qui est plus ou moins son équivalent chez les peuples descendants des Mayas, le *Lekil Kuxlejal*. A l'opposé du « bien-être » à la mode occidentale, essentiellement individualiste, centré sur la possession matérielle et basé sur une marchandisation de tout ce qui nous entoure, ces concepts issus des populations indigènes d'Amérique Centrale et d'Amérique Latine développent une idée de la « vie bonne » basée sur un autre type de relation à la nature et aux êtres qui nous entourent. Il s'agit clairement d'une éthique de vie, d'un idéal à atteindre. Il ne s'agit pas seulement de « bien vivre » mais aussi et surtout de « vivre dignement », en harmonie avec notre environnement naturel et social.

Cette recherche de la *vida digna* est le fil conducteur de la plupart des luttes indigènes et paysannes du Mexique, et notamment du Chiapas, depuis la révolte de San Juan Cancuc en 1712 jusqu'au soulèvement zapatiste de 1994, en passant bien sûr par la Révolution mexicaine de 1910. La lutte zapatiste du début du siècle, comme celle de l'EZLN depuis plus de vingt ans, sont deux formes de cette recherche du *Lekil Kuxlejal*, l'expression d'une « digne rage » face à un monde qui refuse aux peuples originaires, aux paysan-nes... toute dignité, une digne rage qui prend racine dans la culture maya, centrée sur cette notion de *Lekil Kuxlejal*.

La cosmovision sur laquelle se base cette recherche de la vie digne et bonne considère que toute vie ou toute chose possède un *chúlel*. Ce concept reste assez difficile à traduire en français, et le terme le plus proche serait probablement « conscience », bien que le *chúlel* soit aussi présent au sein des êtres inanimé-es. Cette notion, née dans des sociétés « pré-modernes », est difficile à assimiler pour nos esprits occidentaux, notamment lorsqu'il s'agit de considérer les inanimé-es comme des sujets à part entière. Cette cosmovision représente un autre mode de relation à l'autre (être ou chose), ou encore à la nature au sein de laquelle nous vivons. Réfléchir à ces modes de pensée représente une totale remise en cause de la société capitaliste et de l'objectivisation/marchandisation de l'ensemble de ce qui nous entoure. Pour arriver à saisir ce concept, on peut notamment (re) prendre conscience du travail humain, de la matière première... présents derrière chaque objet que nous utilisons. Par cet exercice mental, on entame un processus de re-subjectivisation des inanimé-es et on leur rend ainsi leur *chúlel*. De la même façon, ce concept permet aussi de ne pas considérer comme un ennemi irréductible notre opposant-e, quel qu'il/elle soit. Il est alors vu comme un être ayant perdu une

part de son *chúlel*, et par le combat des idées (et notamment par la pédagogie zapatiste) on peut amener cet opposant-e à prendre conscience de cette perte et à retrouver ce *chúlel*, ce qui le/la ramène alors au sein du processus d'émancipation collective. Il y a donc derrière ce concept de *chúlel* une profonde attention et un profond respect à l'égard de tout ce qui nous entoure.



La relation harmonieuse des populations indigènes à la nature. Fresque de Diego Rivera, Palacio Nacional, Mexico

Cette vie bonne et digne a en effet pour principal soutènement l'*Ich'el ta múk*, que l'on pourrait traduire par « respect », mais qui évoque de manière plus large et plus complexe la reconnaissance de la grandeur singulière présente en chacune et chacun d'entre nous, que nous soyons être animé ou inanimé. La recherche du *Lekil Kuxlejal* est en fait un cheminement au cours duquel s'apprend cet *Ich'el ta múk*, qui permet à la fois de parler à l'autre, mais aussi de l'écouter et de prendre en compte sa parole. Cet échange et cette écoute sont nécessaires pour comprendre l'autre, ne pas en avoir peur et ainsi rompre l'enfermement traditionnel des communautés. Ces notions occupent une place centrale dans l'organisation zapatiste, et si elles étaient prise en considération au sein de nos sociétés occidentales, elles pourraient nous permettre de reconsidérer à la fois notre mode de vie productiviste et croissant, ainsi que les relations entre les personnes et celles que nous entretenons avec la nature et avec tout ce qui nous entoure. Ce qui, au vu de l'impasse écologique, sociale et économique actuelle, ne serait pas un mal...

La principale question qui vient à l'esprit de la plupart des Occidentaux-tales mis-es face à cette réflexion est la suivante : au sein de ce système, quelle place fait-on à la liberté individuelle telle qu'elle s'entend au sein des sociétés occidentales ? Si la notion de liberté individuelle n'a pas réellement sa place au sein de cette cosmovision centrée sur le *Lekil Kuxlejal*, on y retrouve cependant le *stalel*. Ce terme signifie « singularité » et se comprend dans le sens où la grandeur, l'*Ich'el ta múk* est aussi singulière, individuelle. Cette singularité se construit au sein de la communauté, où la liberté individuelle/individualiste est, elle, inconcevable. Cette importance de la singularité dans le collectif, où la personne se comprend comme une partie d'un tout, se traduit notamment dans les langues Tzotzil et Tzeltal par un phénomène linguistique à souligner : le « *nosotros* » espagnol a deux traductions en langues indigènes. Il y a une distinction entre le « nous » collectif (le tout) et le nous « partie de ce tout ». Celui-ci est alors individualisé sans pour autant perdre son lien à la collectivité. Chaque singularité alimente le collectif et se construit grâce à lui. Il ne faut effectivement pas croire que cette importance du collectif efface totalement l'individu, au contraire. Une autre illustration de cette prise en compte de la personne se retrouve dans les langues indigènes : si pour dire bonjour en espagnol ou en français on s'attache à la temporalité (selon le moment de la journée), en tzotzil ou tzeltal c'est la présence des personnes à qui on s'adresse qui est prise en compte. Saluer quelqu'un, c'est en fait s'interroger sur sa présence : on salue par exemple par les expressions « *te'oyot* » ou « *te'oyoxuk* », que l'on pourrait traduire par « es-tu ici ? » et « êtes-vous ici ? ».

Cette recherche du *Lekil Kuxlejal*, telle qu'elle est notamment vécue par les communautés zapatistes, peut être liée à la volonté de notre union syndicale de recréer le « nous » du collectif de travail, face à l'individualisme forcené de la société capitaliste. Ce sont un peu des pistes pour recréer ce collectif au sein de nos sociétés que nous pouvons développer en accompagnant et en soutenant la lutte des zapatistes.

Terre et territoire

Depuis longtemps dans les campagnes mexicaines, la terre est au cœur des attaques menées par l'État mexicain et les entreprises privées¹². L'enjeu de cette politique est multiple : économique, puisqu'il s'agit de généraliser à l'ensemble

12. Textes consultés pour la rédaction de cet article : André Aubry, « Terre, terre natale, territoire », 9 juin 2007 (http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article = 485); Déclaration du Conseil National Indigène, 30/08/2012 (http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article = 904); Alessi Dell'Umbria, *Échos du Mexique indien et rebelle*, Rue des Cascades, 2010; Georges Lapiere, « Dans la gueule du requin », 9 août 2011 (http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article = 851); Jean-Pierre Petit-Gras, « Mexique: Maïs Santo ou Monsanto », 11 novembre 2009 (http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article = 689)

du territoire la propriété privée de la terre en supprimant les terres communales, longtemps préservées par les paysan-nes au prix de luttes farouches ; « sécuritaire », puisqu'on entend ainsi éliminer des foyers d'insurrection, en particulier les communautés zapatistes ; enfin et surtout anthropologique, car à travers la propriété collective des terres c'est toute une organisation sociale, un mode de vie et une vision du monde que l'on cherche à anéantir.

Pour les indigènes mexicain-es, la terre a bien sûr une dimension nourricière que l'on retrouve aussi chez les paysan-nes métis. Mais elle revêt également un caractère sacré, et elle est le support de la vie communautaire. C'est surtout à travers la culture du maïs qu'elle garantit leur subsistance. À la différence d'autres céréales comme le blé ou le riz qui existaient déjà à l'état sauvage, le maïs est l'une des rares plantes à avoir été entièrement créée par l'homme à partir d'une plante voisine (le téosinte), dans les vallées centrales d'Oaxaca. Il existe des dizaines de types de maïs (sans compter les transgéniques) sur tout le territoire. Par des soins attentifs et des observations patientes, les Indien-nes l'ont façonnée au cours des siècles pour en extraire toutes les potentialités nutritives, manifestant ainsi leur intégration harmonieuse à la nature : une nature modelée et transformée avec respect, cultivée selon une logique opposée à celle de la prédation. La *milpa* (champ de maïs) est au cœur de la vie indigène. Non seulement elle fournit ce maïs dont les paysan-nes savent multiplier les variétés locales et diversifier les préparations (*tortillas, pozol, atole, tamales...*), mais il y pousse aussi, en étroite association avec le maïs, d'autres plantes comme le haricot, la calabasse, la tomate et nombre de plantes aromatiques qui tirent profit les unes des autres pour subvenir aux besoins alimentaires de la communauté. Aujourd'hui, l'agro-écologie pratiquée par les zapatistes s'inscrit dans ce respect de la terre et, indissociablement, dans celui des hommes et des femmes qui en consomment le fruit. Nul intrant chimique mais fabrication de compost à partir de déchets organiques, pratique de la jachère, préservation et combinaison soigneuse des semences originales... : tous ces savoirs accumulés et transmis collectivement de génération en génération contribuent à satisfaire les besoins alimentaires de populations exposées, depuis longtemps, à des privations multiples.

Mais en défendant leurs terres contre les attaques dont elles font l'objet, les peuples indigènes ne revendiquent pas seulement un terrain qui se cultive et les nourrit. Pour eux/elles, la nature est en effet habitée par le sacré : c'est la *Madre Tierra*, la Terre-Mère que l'on vénère à travers des rites et des cérémonies qui soudent la communauté autour de valeurs essentielles. L'intellectuel Floriberto Díaz Gómez, précurseur du « réveil indigène » dans les années soixante-dix, explique ainsi : « *La Terre est notre mère. Nous, les Indiens, nous devons la vie à notre Mère, nous sommes d'elle. Elle nous donne l'existence pendant le moment que nous passons dans ce monde et elle ouvre maternellement ses entrailles pour nous recueillir, nous rendant de nouveau partie intégrante d'elle-même, dont se nourrit l'existence des générations à venir* » (propos rapportés dans la *Jornada Semanal*, 12 mars 2001). La faune et la flore sont investies par le sacré, en particulier le maïs à partir duquel, selon les mythes précolombiens, les hommes furent façonnés. Et comme toute chose, le maïs possède un *chúlel*,



La milpa (champ de maïs)

une âme : si l'on néglige quelques épis au coin d'un champ, raconte-t-on aux enfants, voilà que ces épis se mettent à pleurer, comme en guise de reproche... Par ailleurs, si chaque communauté a ses lieux sacrés, ce lien particulier ne signifie pas un rapport d'appropriation privée mais l'inverse : l'idée que la nature dépasse notre mesure et qu'elle est à tous, que nul ne peut la vendre ni l'acheter. Quand le Congrès National Indigène, dans sa déclaration du 30 août 2012, recense les luttes menées par les communautés indigènes contre la spoliation de leurs terres, la « défense de la Terre Mère » et des « lieux sacrés » revient inlassablement. La terre n'est pas à vendre mais à défendre.

On conçoit alors que ce rapport sacré à la nature aille de pair avec une très forte dimension communautaire, qui s'appuie sur la possession collective des terres. Celle-ci exclut toute appropriation privée et marchande au profit du seul droit d'usage. La nécessité d'organiser les tâches réalisées en commun cimente aussi la collectivité, de même que le partage équitable des productions agricoles.

Ici, il faut préciser ce que sont les « terres communales » – d'autant plus que les pouvoirs politiques et économiques menacent leur existence. Il en existe deux sortes. La première est celle des communautés indigènes : elle est très ancienne puisqu'elle remonte à l'époque pré-hispanique, où elle désignait la possession communale du village (*calpulli*). Mais au XIX^e siècle, l'État-Nation issu de l'Indépendance entreprit d'exproprier les communautés pour généraliser la propriété privée, ce qui provoqua nombre de révoltes comme celle des

indigènes Yaquis, dès 1885. Les spoliations étaient facilitées par l'impossibilité pour les communautés indigènes de présenter des documents officiels attestant de leurs droits sur ces terres, fondés sur une tradition séculaire. C'est pour récupérer les terres communales accaparées par les grands propriétaires que les assemblées communales de l'État de Morelos déclarèrent alors la révolution, en 1910, avec Emiliano Zapata comme chef militaire. La Constitution de 1917, par l'article 27, restitua une partie de leurs biens aux communautés. Par ailleurs – et c'est ici la deuxième catégorie de terres collectives –, la Constitution institua des terres nouvelles, les *ejidos*, prélevées sur le domaine de l'État et des latifundiaires et distribuées aux paysan-nes pauvres en général (indigènes comme métis). Désormais, des terrains convoités par les grands propriétaires se trouvaient hors d'atteinte. L'institution des *ejidos* a certes pu être analysée comme un compromis, un arrangement concédé par le pouvoir aux paysan-nes dépossédés pour mettre fin le plus rapidement possible à la période révolutionnaire. Cependant, la mise en œuvre de cette réforme agraire tant attendue a été très lente : dans les années 1980, à peine la moitié des terres avaient été redistribuées. Les communautés concernées purent ainsi se réorganiser autour de la gestion des terres, communales et *ejidales* : l'usage des terres est individuel, ou familial, mais la communauté ou l'*ejido* possède les terres, ce qui en garantit l'inaliénabilité. Alors que, depuis deux siècles, le monde occidental avait supprimé les biens communaux pour généraliser la propriété privée dans les campagnes, le Mexique présentait donc encore à la fin du xx^e siècle cette « anomalie » : la coexistence de deux modes opposés de relation à la terre, le premier n'admettant qu'un droit d'usage sur une partie d'une possession commune, le second ne connaissant que la propriété privée. Un « cauchemar » pour l'État et les entreprises privées, avides de transformer les terres encore communes en marchandises.

La loi de 1992 a précisément pour but de mettre fin à ce cauchemar des dominant-es : imposée par le président Salinas de Gortari, elle réforma l'article 27 de la Constitution en autorisant l'achat et la vente des *ejidos*. Désormais, chaque membre peut réclamer son lot pour devenir petit-e propriétaire. L'organisme bureaucratique *Procede* (*Programa de Certificación de Derechos Ejidales*) est chargé d'appliquer ce dispositif, dont la dernière étape est la privatisation complète des parcelles et la fin de l'*ejido* comme tel : l'assemblée n'a plus lieu d'être, ni les échanges de travaux et de services qu'elle régulait et qui soudaient la communauté. Le *Procede* est complété par le *Proccom* (*Programa de Certificación de Derechos Comunales*), qui concerne les terres communales avec les mêmes objectifs. Un mode de vie ancestral disparaît. Et la concentration de la terre peut alors aller bon train. Car le plus souvent, les paysan-nes tentés par l'aventure, une fois livrés-es à eux/elles-mêmes et confrontés-es à la concurrence d'exploitations plus productives, sont conduits-es à vendre leur terre et à rejoindre les masses rurales prolétarisées qui s'entassent dans les villes ou s'embauchent dans les *maquiladoras*. La signature par le Mexique du Traité de Libre Commerce (ALENA ou NAFTA) avec les États-Unis et le Canada, en 1994, amplifie ce mouvement d'exode rural. La suppression des barrières douanières a en effet

fragilisé les petit-es producteurs-trices mexicain-es, concurrencé-es par l'agriculture très subventionnée, mécanisée, intensive, à base d'engrais chimiques et de semences hybrides à haut rendement, de leurs puissants voisins. Le Mexique est passé d'un des plus gros producteurs de maïs au plus gros importateur de cette céréale auprès des États-Unis. Mais qu'importe la misère du plus grand nombre ! Les sphères dirigeantes poursuivent leur objectif : vider les campagnes de leurs habitant-es pour y mettre en œuvre leur conception bien particulière du « développement » économique (agriculture industrielle, « villes rurales », mégaprojets), leur stratégie policière (les terres communales étant considérées comme des zones d'incertitude propices à l'insurrection), et leur modèle de civilisation fondé sur l'appropriation marchande du monde et les rapports de concurrence comme seul mode de régulation sociale.



Illustration de la Terre Mère des indigènes, affiche située dans les locaux de Bats'il Kop. 2012

À cette offensive capitaliste multiforme dont le cœur est l'attaque contre la propriété collective de la terre, les populations indigènes, et les zapatistes en particulier, ont opposé avec éclat leur droit historique à l'autonomie et au contrôle des ressources sur leurs territoires. En 1994, l'EZLN occupe de nombreuses terres qu'elle confisque à de grands propriétaires terriens : ce sont les « terres récupérées ». Les zapatistes y installent leurs communautés et y établissent des parcelles collectives, inaliénables et placées sous la responsabilité de l'assemblée villageoise. Par la suite, les discussions qu'ils/elles engagent avec le gouvernement pour aboutir aux accords de San Andrés (1996) ont comme un des principaux enjeux la maîtrise, par les indigènes, de leurs territoires : enjeu trop brûlant pour le pouvoir, qui votera en 2001 une « loi indigène » vidant totalement de leur substance les Accords de 1996 (cf. article sur

La construction de l'autonomie). Désormais, ce sont bien deux conceptions du territoire qui s'affrontent. Dans un cas, la terre nourricière, sacrée, collective est « un espace, une mémoire, qui visibilise une communauté » (Xuno, notre *compa* à Batsil'kop). Elle porte la trace singulière et dense d'une communauté humaine à nulle autre pareille, inscrite dans une histoire localisée et porteuse d'une expérience spécifique – et la beauté des lieux nous a souvent frappé-es, au cours de notre voyage dans les villages et les campagnes zapatistes. Dans l'autre cas, elle n'est plus qu'une « ressource » à rentabiliser, dans le cadre d'un capitalisme marchand qui impose au paysage une uniformité sinistre : ainsi des standards imposés aux « villes rurales durables » créées de toutes pièces par le pouvoir pour y parquer les paysan-nes (cf. article sur Bats'il Kop) ou de l'uniformité des campagnes investies par une agriculture productiviste.

Ainsi également des méga-projets qui se multiplient ces dernières années au Mexique : mines à ciel ouvert, barrages hydroélectriques, parcs d'éoliennes, complexes touristiques... En effet, l'occupation des territoires des peuples originaires par les grandes entreprises mexicaines ou étrangères (avec le soutien de l'État) répond bien à deux finalités mêlées : exploiter de manière intensive des matières premières en vue de la production de marchandises, dans la logique immédiate de l'investissement capitaliste ; mais aussi, plus fondamentalement, détruire les « avancées de civilisation » que constituent les formes d'organisation des peuples indigènes, et leur représentation de ce qu'est véritablement la richesse.



Indigènes Wixárika en défense du site sacré Wirikuta, menacé par cinq projets miniers dans l'État de San Luis Potosí, 2010.

Dans les déclarations d'août 2012 et d'août 2013, le Congrès National Indigène recensait les « projets de mort » présentés pourtant par le gouvernement comme des projets de « développement », et imposés aux populations malgré l'obligation faite aux États d'informer et de consulter les peuples pour tout projet les concernant (convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail, signée par le Mexique). Parmi les nombreuses attaques contre les terres et la vie communautaire dont elles sont le support, les projets miniers figurent en bonne place puisque le gouvernement fédéral a très généreusement accordé des concessions aux multinationales pour développer l'industrie minière. Le Mexique compte par exemple aujourd'hui douze mille permis d'exploration et d'exploitation de mines d'or et de métaux précieux. Le modèle « extractiviste » est promu comme la base économique d'un développement viable, alors qu'il signifie la dépossession, la pollution, la mort. Les communautés wixarikas luttent ainsi aujourd'hui contre les entreprises minières qui saccagent leurs lieux sacrés, de même que les villages de la vallée d'Ocotlan (dans l'État d'Oaxaca) en butte à l'entreprise canadienne Fortuna Silver Mines et Minera Cuzcatlan, qui saccage le territoire par une mine à ciel ouvert.

Le comble est atteint quand ces projets destructeurs s'imposent sous le couvert du « développement durable », censé à la fois protéger la nature et lutter contre la pauvreté. Il en est ainsi, par exemple, de la construction d'un parc éolien sur les terres des Ikojts et des Binazaa, dans l'isthme de Tehuantepec, sur la côte pacifique au sud du Mexique. Ces terres constituent un écosystème fragile et riche, dans une lagune dont les populations prennent grand soin depuis des générations : elles y vivent essentiellement de la pêche et y vénèrent des lieux sacrés, notamment la Barre de Tileme. Les mangroves jouent un rôle essentiel dans la reproduction des espèces, en particulier des crevettes. Des troupeaux de vaches paissent en liberté dans les champs et les collines boisées. Or, depuis plus d'une dizaine d'années, le gouvernement d'Oaxaca a accordé des concessions illégales à des entreprises étrangères pour y implanter cent quarante éoliennes. La Banque Interaméricaine de Développement a appuyé ce projet en attribuant des fonds. Pour contourner la loi stipulant le caractère stratégique et national de toutes les questions se rapportant à l'énergie, une entreprise mexicaine a été créée – la société *Demex* – comme filiale, ou prête-nom, de la transnationale *Marena Renovables*. Grâce à ce montage, l'entreprise espagnole *Preneal* a l'usufruit pendant trente ans de l'ensemble de l'île habitée par les Ikojts et de la barre de Tileme, sur laquelle vont être échafaudés environ deux cents aérogénérateurs. Les territoires limitrophes sont aussi menacés. Les socles des tours sont constitués de tonnes de ciment profondément enfoncées dans le sol, l'entretien laisse sur place d'énormes quantités d'huile de vidange, les courants marins sont modifiés... tout cela va perturber fondamentalement l'équilibre écologique de l'ensemble. Et pourtant, les éoliennes sont présentées par le gouvernement comme une énergie propre. L'électricité produite dans les parcs éoliens est surtout destinée aux grandes entreprises; les compagnies bénéficient de cette électricité à bas prix alors que les communautés la paient à un taux faramineux et sont poursuivies en justice

lorsqu'elles ne peuvent pas payer. Et pourtant le projet est censé contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations. La manipulation du discours écologique est bien une manière de donner un nouveau souffle au capitalisme, sous le label de « capitalisme vert », au détriment des besoins et des aspirations des peuples. Des membres de l'Assemblée des Peuples Indigènes en défense de la Terre et du Territoire, soulignent l'opposition : « *Ce vent fait partie de notre culture, de nos traditions et de notre spiritualité. Mais pour ces entreprises, ce n'est qu'une source de richesse, qui provient aussi bien de la vente de l'électricité éolienne que de la vente de "bons carbone", et de l'accès à d'autres mécanismes financiers de la mal nommée économie verte* » (propos rapportés par Gloria Muñoz Ramírez, journaliste à la Jornada et directrice de *Desinformémonos*). Loin de préserver la nature et les peuples, la référence écologique vient donc appuyer et relancer la dynamique capitaliste.

Face à la résistance des peuples, le gouvernement se livre à des actes d'intimidation et de violence. Il divise les communautés (pots-de-vin, aides financières à ceux qui s'engagent à rompre le mouvement d'opposition). Il contrevient aux actions en justice initiées par les *comuneros* : cherchant à protéger leur eau menacée par la construction de l'aqueduc du barrage de Novillo, les Yaquis ont beau avoir gagné des jugements et des mesures de protection contre les entreprises de Carlos Slim, la spoliation continue ; de même, dans l'Isthme de Tehuantepec, les fonctionnaires du gouvernement entrent dans les villages accompagnés de la police pour persuader les habitants que le recours légal inter-



Fresque représentant des zapatistes cagoulés figurant des grains de maïs. Oventik, 2012

jeté contre le projet éolien est dénué de valeur. Et la police de l'État qui intimide les communautés locales est celle aussi qu'on mobilise pour ouvrir le passage aux entreprises étrangères afin qu'elles puissent commencer les travaux. Les disparitions, les enlèvements, la torture, les meurtres ne sont pas rares : ainsi, le 24 avril 2013, Juan Vázquez Guzmán, de l'*ejido* de San Sebastián Bachajón, a été assassiné. Il était l'une des figures les plus marquantes de la lutte contre le méga-projet touristique des Cascades d'Agua Azul (Chiapas), orchestré depuis 2008 par l'État et les entreprises Norton Consulting, INC et EDSA Construction, dans le cadre du Plan Mesoamerica (Plan Puebla-Panama, voir chapitre 1).

« Mais chaque fois qu'ils nous frappent, nous sommes encore plus conscients du système destructeur auquel ils veulent nous soumettre », écrivent aux *companer@s* européen-n-es les *comp@s* réuni-es le 25 octobre 2012 au CIDECI-Unitierra (San Cristóbal de Las Casas, Chiapas), à l'occasion de la rencontre « Mexique – Europe : ils ne passeront pas », en soutien à la lutte en France contre l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. *« Compagnons et compagnes, nous ne fraternisons pas seulement dans la lutte contre la répression. Nous voyons aussi que nous partageons la même conscience face à notre planète, qui n'appartient pas aux hommes politiques et à leurs partenaires riches mais aux peuples et aux être vivants qui l'habitent. [...] Nous sommes très nombreux à lutter jour après jour contre ces projets de mort pour défendre nos terres, nos territoires et nos façons d'être, c'est-à-dire à défendre la vie. [...] C'est le moment de réfléchir et de nous organiser face à la soumission à laquelle ils nous condamnent. C'est le moment de nous retrouver, sur cette planète qui se rebelle. »* (lettre du 30 octobre 2012).

Finalement, d'Atenco à Notre-Dame-des-Landes, tel est le sens de la « communauté » zapatiste que rappelait en 1996 le Subcommandante Marcos, lorsqu'il évoquait l'époque de formation de l'EZLN : les communautés indigènes de la Selva ont commencé « à s'organiser pour survivre de la seule manière possible, c'est-à-dire collectivement. La seule forme par laquelle ces gens pouvaient être assurés d'aller de l'avant, c'était en s'associant avec les autres. C'est pourquoi le mot "ensemble", le mot "nous", le mot "unis", le mot "collectif" imprègnent la parole des compagnons. C'est [...] la colonne vertébrale du discours zapatiste. » Parler de « communauté », de « collectif », ce n'est pas renvoyer à une identité essentialisée (indigène, maya, autre...), mais à la solidarité rendue nécessaire par des conditions concrètes de vie et le désir d'habiter au mieux la Terre, au Mexique et ailleurs. C'est se donner les chances de tenir à distance le bulldozer capitaliste et ses « quatre roues » qui sont, pour les zapatistes, la spoliation, la répression, l'exploitation, la discrimination.

De « l'Autre Campagne » à la *Sexta*. Un processus d'élargissement de la lutte zapatiste : pour l'autonomie et contre le capitalisme

Plus de dix ans après le soulèvement de 1994, l'ensemble des communautés zapatistes a décidé via une large consultation d'engager leur mouvement dans un nouveau processus, dont l'annonce a été faite dans la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone (juillet 2005). Il s'agissait d'élargir le mouvement à d'autres secteurs de la société et à d'autres luttes, au Mexique et dans le monde, en mettant en place la *Otra Campaña* (l'Autre Campagne) au Mexique et la *Zeza Internacional* hors du Mexique. Cette campagne se veut un processus visant à unir les luttes dans un mouvement civil et pacifique indépendant des partis politiques et des institutions. L'*Autre Campagne* et la *Zeza Internacional*, devenues la *Sexta* dans le communiqué « Eux et Nous V : *La Sexta* » en 2013, appartiennent à qui les fait sienne, en appliquant les principes de bon gouvernement qui permettent à chacun-e d'être entendu-e et de participer à la prise de décision (voir article ci-dessus). Elle ne concerne pas seulement les communautés indigènes, mais aussi toute une part de la population à qui l'on refuse actuellement sa dignité : paysan-nes, ouvrier-ères, femmes, lesbiennes et homosexuels...

« *Ce qui est proposé par l'Autre Campagne, ce n'est ni la lutte armée ni la lutte électorale, mais une mobilisation civile et pacifique où tout le monde ait la possibilité de participer. Et de participer d'une manière différente des mouvements précédents, dans l'orbite du zapatisme, qui étaient des mobilisations ou des activités pleines d'imagination et de créativité, ratissant large au sein de ce que nous avons appelé la société civile, mais uniquement en soutien aux revendications en matière des droits et de la culture indigènes, en soutien à l'EZLN ou pour stopper la répression que subissent les communautés indigènes. Mais quelle place était donnée aux gens qui se mobilisaient en soutien à ces revendications? Aucune. L'Autre Campagne propose ce lieu qui manquait. Encore une fois, il ne s'agit pas que les chicanos se solidarisent avec les communautés zapatistes, mais qu'ils luttent pour leurs propres revendications, avec le soutien des communautés zapatistes* » (entretien du Sous-Commandant Marcos avec R. Reynoso – AMATE, Los Angeles – novembre 2006).

Il ne s'agit pas d'un nouveau parti politique, mais d'un espace de dialogue où toutes et tous peuvent expérimenter d'autres manières de faire de la politique et de développer l'autonomie. Créée dans un contexte électoral (les élections présidentielles de 2006), elle ne donne cependant aucune consigne de

vote et ne fait pas de promesses sans lendemain : « *Le processus électoral a déjà commencé et il y aura quelqu'un pour venir vous dire que si vous soutenez ce processus, vos problèmes seront résolus. Nous, nous venons vous dire que nous n'allons absolument rien vous résoudre et que nous ne venons pas non plus vous apporter des solutions : non, nous venons vous apporter des problèmes, et aussi une invitation à tous nous unir aux compañeros qui se lèvent ailleurs dans ce pays pour construire le nouveau Mexique; [...] non pas pour soutenir l'un ou l'autre des candidats, mais pour que nous nous engagions envers nous-mêmes, pour dire "je vais orienter mes efforts de ce côté et pas de cet autre où on me promet de tout me résoudre avec un sondage ou avec un spot publicitaire"* » (déclaration du Sous-Commandant Marcos, le 19 janvier 2006).

Après de nombreuses rencontres avec différents secteurs de la société mexicaine tout au long de l'été 2005, une première rencontre plénière a été organisée en septembre 2005. C'est là qu'a notamment été annoncée la participation de l'EZLN à ce processus, par l'organisation de deux périples à travers le Mexique : un voyage du *Delegado Zero* (le Sous-Commandant Marcos) à partir de janvier 2006 puis un voyage d'un groupe de commandantes et commandants à partir de septembre de la même année. Ces initiatives avaient pour but d'aller à la rencontre de celles et ceux qui luttent « en bas à gauche » au Mexique, de les écouter et de créer des ponts afin de construire ensemble une alternative. Il s'agissait en outre de poursuivre, avec celles et ceux qui n'avaient pu être présent-es lors de la première rencontre plénière, la définition de ce qu'est la *Otra Campaña*. Trois rencontres entre les peuples zapatistes et les peuples du monde ont aussi été organisées par les Conseils de Bon Gouvernement et les conseils des *municipios* dans plusieurs *caracoles* en décembre 2006 en août 2007 et en décembre 2007 (luttons de femmes) dans le cadre de la *Zeza Internacional*. Elles ont permis des échanges sur les réalisations des zapatistes et la construction de leur autonomie, mais aussi sur les luttes menées ailleurs au Mexique et dans le monde.

L'*Autre Campagne* puis la *Sexta* est un processus en constante évolution, tout comme la situation au Mexique et dans le monde : « *A mesure que nous avançons, la vision que la Commission Sexta avait de l'Autre Campagne s'est peu à peu modifiée. Je veux dire que, en ce qui nous concerne, nous nous attendions à constater une exclusion, une exploitation et un approfondissement des contradictions sociales dans tout le Mexique, mais jamais à un tel degré, pas à ce niveau. Nous pensions aussi que les tentatives de résistance et de rébellion étaient plus éparses, beaucoup moins nombreuses, mais en fait c'est simplement que les groupes ou les mouvements de ce type restent ignorés des médias et sont uniquement connus dans leur région. Nos différentes haltes nous ont donc amenés à constater que la crise qu'il y a "en bas" est beaucoup plus profonde que ce que nous pensions et que la situation n'a absolument rien à voir avec le panorama présenté par la classe politique et par le discours des grands trusts médiatiques, et pas seulement les mexicains mais aussi les médias internationaux [...] En cours de route, nous avons commencé à nous rendre compte qu'il existait aussi une grande force, des résistances et des expériences d'organisation, dont certaines antérieures à l'EZLN, qui sont*

là depuis longtemps, depuis bien avant notre soulèvement, qui sont restées méconnues et qui ne possédaient pas seulement de l'expérience, mais avaient aussi obtenu des victoires – dans les conditions actuelles, survivre est déjà une victoire, mais ce n'est pas ce que je veux dire – et avaient su faire aboutir leurs revendications au long de leurs luttes. » (entretien du Sous-Commandant Marcos avec R. Reynoso – AMATE, Los Angeles – novembre 2006).



« Nous sommes un défi au néolibéralisme – l'absurde le plus beau – la folie la plus humaine – Nous sommes venus démontrer qu'il est possible de se rebeller et que ça vaut la peine. »

C'est un processus qui a notamment subi des coups d'arrêt (répression à Atenco en 2006, voir encart chapitre 1), mais qui poursuit encore aujourd'hui l'objectif de construire une alternative non-institutionnelle « en bas à gauche », comme l'a rappelé le dernier communiqué de l'EZLN, qui annonce pour début 2013, « une série d'initiatives civiles et pacifiques pour continuer à cheminer aux côtés des autres peuples originaires du Mexique et de tout le continent, et aux côtés de celles et ceux qui, au Mexique et dans le monde résistent et luttent en bas à gauche » (communiqué du CCRI – Commandement Général de l'EZLN, 30 décembre 2012).

En 2013, les zapatistes précisent : « Pour l'EZLN, il n'y aura plus une Autre Campagne nationale et une Zetza Internazionale. À partir de maintenant nous cheminerons aux côtés de ceux que nous inviterons et qui nous accepteront comme compas, aussi bien sur la côte du Chiapas que sur celle de Nouvelle Zélande. C'est ainsi que le territoire de notre action est à présent clairement délimité : la planète nommée "Terre", située dans ce qu'on appelle le Système solaire. Nous serons maintenant ce que nous sommes naturellement : "La Sexta". Pour l'EZLN, être de la Sexta ne requiert pas d'affiliation, ni de cotisation, ni d'inscription sur une liste, d'original ou de copie d'une identification officielle, de reddition de comptes, d'être à la place du juge, ou du jury, ou de l'accusé, ou du bourreau. Il n'y a pas de drapeaux. Il y a des engagements et des conséquences de ces engagements. Les "non" nous appellent, la construction des "oui" nous met en mouvement. [...]. Ceux qui, avec le re-surgissement de l'EZLN, espèrent une nouvelle période de tribunes, et de grandes concentrations, et les masses mettant le nez à la

fenêtre de l'avenir, et les équivalents à la prise du palais d'hiver, seront déçus. Il vaut mieux qu'ils s'en aillent une bonne fois [...] Nous, nous ne voulons pas changer seulement de gouvernement, nous voulons changer de monde.» (« Eux et Nous V : La Sexta », 2013).

Le café, un enjeu important pour la construction de l'autonomie zapatiste

Décidé-es à construire leur autonomie pacifiquement, et sur la base d'assemblées communautaires, les zapatistes se sont organisé-es en communes autonomes. De nombreuses réalisations pour la mise en place d'une autonomie solide ont vu le jour – écoles, cliniques, coopératives, transports, agriculture, artisanat – dans une région où la plupart des paysans sont privés des services de base comme l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé.

Le café, dont la culture se pratiquait déjà avant l'insurrection, est un des rares produits qui peut être vendu au Mexique et dans le monde et rapporter aux cultivateurs un peu de surplus mais aussi à l'ensemble du mouvement d'obtenir un revenu permettant la réalisation de projets communautaires.

Yachil Xojobal Chulchán et Ssit Lequil Lum, des coopératives zapatistes

Tous les membres de ces coopératives appartiennent à des communautés indiennes zapatistes en résistance.

Yachil Xojobal Chulchán est située dans la zone des Altos (région d'Oventik), région montagneuse au centre du Chiapas. Elle est constituée essentiellement de réfugiés ayant dû fuir devant les violences paramilitaires commises à la fin des années 1990, et notamment le massacre d'Actéal en 1997. Elle comprend près de mille membres et possède la certification biologique.



Plan de café. San Juan Cancuc, 2012

Ssit Lequil Lum, située dans la zone nord de Roberto Barrios, réunit environ quatre cents membres. C'est une coopérative de café, mais aussi d'autres productions de la zone qui sont réparties entre les communautés en fonction

des besoins. Voulant avancer sur le chemin de l'autonomie, elle a décidé de ne pas adhérer aux programmes officiels de certification équitable et biologique. Elle a mis en place une certification interne et indépendante qui tient compte de la culture (sans produits chimiques), mais aussi de la qualité du travail après la récolte. Le processus est arrivé à terme et les autorités zapatistes du Conseil de Bon Gouvernement ont certifié la coopérative.

Le café est un excellent arabica d'altitude. Il est cultivé à l'ombre, sous couvert forestier, à flanc de montagne selon des méthodes biologiques respectueuses de l'environnement. La récolte du café commence en janvier et dure plusieurs mois pour récolter les fruits mûrs. Il faut ensuite éclater les fruits, rassembler les grains et les sécher, les trier selon la grosseur et la qualité. Les grains sont alors mis en sacs et amenés à la coopérative où ils sont stockés avant d'être triés puis emmenés par camions jusqu'au port et de voyager par container jusqu'en Europe ou en Amérique du Nord.

À son arrivée, le café est torréfié, éventuellement moulu et mis en paquets pour la vente.

Echanges Solidaires, une passerelle entre les luttes d'ici et de là-bas

Émanation du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL), l'association Échanges Solidaires s'est créée en 2002 pour diffuser le café produit par les coopératives zapatistes en résistance. Les échanges solidaires, ce sont autant de passerelles entre les luttes d'ici et de là-bas.

Ce projet est une manière concrète d'accompagner le mouvement zapatiste dans sa marche vers une autonomie culturelle, politique et économique, en empruntant des chemins alternatifs. Il s'agit aussi de tisser d'autres relations entre les luttes d'ici et de là-bas et d'essayer de construire des alternatives à la mondialisation néolibérale pour laquelle il n'y a pas d'autre horizon que l'accumulation et l'échange d'argent. Par les échanges solidaires, nous échangeons nos rêves d'un autre monde. Une manière de joindre nos voix à ce cri de *¡Ya basta!* (ça suffit !) venant des montagnes du sud-est mexicain.

Entre ici et là-bas : un projet de solidarité pratique

Les communautés indiennes en rébellion du mouvement zapatiste défient le gouvernement qui mène, dans cette région de haut intérêt stratégique (pétrole, uranium, eau, biodiversité...), une politique dite de « guerre de basse intensité ».

Afin d'échapper au racket organisé par les *coyotes*, nom donné par les paysans aux intermédiaires qui leur achètent le café à bas prix pour le revendre aux multinationales du café, et à l'instabilité du cours du café, fixé dans les bourses mondiales, les coopératives zapatistes cherchent des débouchés directs pour leur café en essayant de créer des réseaux de vente alternatifs.

La vente de ce café est aussi un moyen de continuer à diffuser de l'information sur la lutte des Indien-nes zapatistes et la situation au Chiapas.

Là-bas : un soutien aux projets des communautés

Outre le prix du café, payé directement aux coopératives et supérieur à ce que versent les coyotes, l'intégralité des bénéfices de la vente des paquets de café est ensuite reversée aux communautés zapatistes. Cela est rendu possible par le fait que tous et toutes les membres d'Échanges Solidaires sont bénévoles.

Cet argent est remis aux responsables des Conseils de Bon Gouvernement pour qu'ils/elles décident eux/elles-mêmes de l'utilisation la meilleure. Composées de représentant-es de chaque commune autonome, ces structures administratives sont notamment chargées de veiller à ce que l'aide provenant de la solidarité internationale soit répartie en fonction des besoins les plus urgents et ne se concentre pas seulement dans certaines communautés, les plus connues ou les plus accessibles.

La vente du café permet donc à la fois de soutenir les coopératives zapatistes de production, mais aussi d'appuyer les projets zapatistes « non monétaires » (santé et éducation notamment).

Ici : un achat solidaire

La vente se fait pour l'essentiel par pré-commande, une fois par an. Une campagne annuelle de souscription est lancée chaque automne afin de pouvoir passer commande aux coopératives en décembre. À ce moment, un acompte de 60 % est versé pour éviter que les agriculteurs-trices ne s'endettent auprès des banques en attendant la vente de la récolte, et les 40 % restant à la réception du café en avril/mai.

Pour la livraison du café, une journée de distribution/dégustation est organisée en septembre à Paris, permettant aux acheteurs-euses de venir chercher leur café, se rencontrer, et s'informer sur l'actualité du mouvement zapatiste. Enfin, pour ceux/celles qui habitent en dehors de la région parisienne, le café est envoyé sans frais de port supplémentaire. Des regroupements de commandes sont organisés dans de nombreux départements.

Le café est essentiellement vendu à des particuliers ou des associations, ou bien dans des festivals, fêtes de solidarité, concerts.

L'achat de ce café « rebelle et zapatiste » est conçu comme un geste militant, comme un petit acte de rébellion, un geste de solidarité avec les zapatistes qui s'opposent à la vision néolibérale du monde en essayant de construire des modèles alternatifs. Un « Ya basta » contre la marchandisation de tous les secteurs de la société.

Et l'efficacité sera d'autant plus grande que se développeront ici également des ponts et des passerelles entre nous, entre les luttes. La meilleure façon de soutenir l'autonomie zapatiste est de développer ici aussi des pratiques alternatives, horizontales, anti-capitalistes, autonomes.

Un engagement Solidaires

Depuis 2008, des militant-es de l'Union Syndicale Solidaires ont mis en place un réseau de centralisation de commandes de café zapatiste. D'octobre

à janvier, au travers de publications syndicales et d'e-mails, des structures achètent le café pour leurs locaux ou pour leurs adhérent-es. Ces commandes qui ont dépassé quatre mille paquets en 2012 sont ensuite transférées à Échanges Solidaires qui se charge de la centralisation et des envois.

La *Escuelita* zapatiste : « Une "Petite école" si grande qu'elle englobe le monde entier... »

La *Escuelita*, école de la liberté selon les zapatistes

La première session de la *Escuelita* (« Petite école »), s'est déroulée en août 2013 à l'invitation des Zapatistes. Une expérience singulière, entre leçon de vie et école buissonnière...

Qu'est-ce que cette « Petite école » ? Il nous suffit, selon le sous-commandant Marcos, d'« écouter, ce qui est le premier pas pour comprendre ». La « Petite école » a été organisée par les zapatistes à destination de celles et ceux qui, dans le monde, soutiennent leur lutte. Ainsi, les zapatistes ont lancé, au début de l'année 2013, une série d'invitations à leur réseau, afin que celles et ceux qui le souhaitent aillent passer quelques jours en territoire zapatiste, pour

« apprendre ce que c'est que de vivre dans une communauté [...] apprendre à ressentir ce que c'est que d'avoir une autre culture, une autre langue, d'autres manières. À lutter [...] À imaginer et à créer des résistances [...] » (sous-commandant Moisés).

Le thème est la liberté selon les zapatistes, et ce « premier niveau » est divisé en quatre thèmes (illustrés par quatre livres et deux DVD, qui constituent le matériel scolaire de chaque étudiant-e) : *Gouvernement autonome I*, *Gouvernement autonome II*, *Participation des femmes au gouvernement autonome*, *Résistance*. Il s'agit en clair d'une

« Petite école très différente où nos chef-fe-s, c'est-à-dire les bases d'appui zapatistes, vont faire cours sur comment a été leur pensée et leur action dans la liberté selon le zapatisme, leurs réussites, leurs erreurs, leurs problèmes, leurs solutions, ce qui a avancé, ce qui est en cours et ce qui manque, parce qu'il manque toujours ce qu'il manque. » (sous-commandant Moisés).

Mais en quoi cette école est-elle si différente de ce à quoi nous sommes habitué-es ? Le sous-commandant Marcos explique :

« D'après nous, les femmes et les hommes zapatistes, le lieu d'enseignement-apprentissage, l'école en un mot, est le collectif. C'est-à-dire la communauté. Et les maîtres-ses et les élèves sont celles et ceux qui forment ce collectif. Tous et toutes. Il n'y a donc pas un maître ou une maîtresse, mais il y a un collectif qui enseigne, qui montre, qui forme, et en lui et avec lui la personne apprend et à son tour enseigne. »

On est effectivement bien loin des méthodes d'enseignement par chez nous...

Voilà pour la théorie, mais dans la pratique ? Le sous-commandant Moisés présentait les choses, quelques jours avant le démarrage de la « Petite école » :

« Chaque étudiant ou étudiante va vivre chez une famille zapatiste. Pendant les jours d'école, ce sera la famille de l'élève. Avec cette famille, il va manger, travailler, se reposer, chanter, danser, et ils vont le conduire à son école, soit au centre d'éducation. Et le "Votan", c'est-à-dire le gardien ou la gardienne, va toujours l'accompagner. Bref, nous allons être aux petits soins pour chaque étudiant et étudiante. Et s'il tombe malade, nous allons le soigner, et si c'est grave nous allons le conduire à l'hôpital. Mais pour ce qu'il y a dans sa tête à son arrivée et à son départ, là, nous ne pouvons rien faire, c'est à chaque *compañero* ou *compañera* de savoir ce qu'il fait de ce qu'il a regardé, écouté et appris. Dit autrement, on va leur enseigner la théorie, et la pratique, c'est à chacun de voir ça dans son coin. »

Et pour l'examen final, il n'y a pas eu à plancher pendant quatre heures pour pondre une (mauvaise) dissertation sur le thème de la liberté.

« L'évaluation, vous la ferez dans votre réalité, dans votre calendrier et votre géographie, et votre examinateur sera... un miroir. C'est devant lui que vous verrez si vous pouvez répondre à la question unique de l'examen final : Qu'est-ce que la liberté selon toi-vous ? »

Et c'est là qu'on comprend que cette « Petite école » n'est que le commencement (ou la poursuite selon les cas) d'une longue réflexion militante : comment envisageons-nous la liberté ? Comment développer notre autonomie dans notre propre réalité, loin de l'expérience dont témoignent les zapatistes et qui ne peut se copier/coller chez nous ?

Solidaires à la *Escuelita*

Invitées, l'union syndicale Solidaires et la fédération SUD Éducation ont envoyé deux déléguées qui ont passé une semaine en territoire zapatiste, au sein d'une communauté à quelques heures de San Cristóbal de Las Casas. Une langue différente (le *tzeltal*), des paysages différents, et surtout un mode de vie différent : lever aux aurores, travail familial et collectif dans la communauté et sur les terres récupérées (l'ancien propriétaire terrien a été expulsé en 1995), la soirée étant consacrée à la famille et à la détente... Les tâches sont bien différentes de ce à quoi on est habitué-es : pour les femmes il s'agit d'entretenir le foyer pour y faire les tortillas, de ramasser le bois, de se réunir collectivement pour faire le pain... Pour les hommes c'est plutôt du travail familial ou collectif



Arrivée de la délégation zapatiste des « *Votán* » des invité-es à la Escuelita au CIDECl, août 2013

avec le bétail et la *milpa* (champ de maïs). Chez les zapatistes, le travail est en grande partie collectif et genré. Mais n'allez pas croire pour autant qu'il y ait une quelconque supériorité masculine dans tout ça ! Car non seulement les hommes mettent la main à la pâte à la cuisine ou pour garder les enfants, mais surtout les femmes participent autant que les hommes à la gestion de la communauté, l'ensemble des charges étant partagé.

Durant cette semaine à la *Escuelita*, nous étions chacun-e accompagné-e d'un-e gardien-ne, un-e zapatiste chargé-e de nous protéger (notre « *Votán* »), de nous aider, de nous traduire et surtout de répondre à toutes nos questions, tout en faisant le lien avec les familles qui nous accueillent. Et les discussions, entre tzeltal et espagnol, furent nombreuses et riches : les principaux sujets d'échange ont concerné les différences de modes de vie, d'alimentation, d'organisation. Car les *compañer@s* qui nous ont accueilli-es et accompagné-es étaient très curieux-euses de savoir comment nous vivons chez nous et ont souvent été surpris-es d'apprendre que par exemple nous ne cultivons pas nous-même notre nourriture mais que nous l'achetons dans divers magasins, car pour eux/elles, l'autonomie commence par l'alimentation et le travail de la terre... et c'est vrai que le maïs et les haricots n'ont pas le même goût là-bas que dans les villes ! Serait-ce un léger parfum de liberté... ? Nous avons longuement partagé sur nos luttes, nos résistances respectives, nos modes d'organisation. Nous avons beaucoup questionné sur leur mode de gouvernement, sur les différent-es conseils et assemblées (niveaux local, municipal, de

zone), sur la manière dont les compaÑer@s sont désigné-es pour assumer une charge (éducation, santé, production...), sur la participation de tous et toutes à la vie collective...

Mais nous avons aussi fait la fête, dansé, chanté, ce qui est un élément fondamental de la vie zapatiste. En un mot, nous avons partagé un peu de leur vie quotidienne, sans pour autant que cela paraisse anecdotique car c'est dans ce quotidien que se construisent petit à petit, depuis vingt ans, l'autonomie et la résistance zapatiste. Et la première leçon que l'on peut en tirer, avant même de se mettre devant le miroir et de s'interroger sur ce qu'est pour nous la liberté, c'est la force du collectif et la dignité,... appelez-ça comme vous voudrez, mais il reste que l'expérience zapatiste témoigne de la nécessité d'impliquer toutes et tous dans la lutte si nous voulons changer le monde !

Soutenons les communautés zapatistes en rébellion

Depuis le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, les communautés indigènes zapatistes de l'État du Chiapas au Mexique résistent à toutes les agressions du gouvernement, des grandes entreprises capitalistes et des propriétaires terriens. Sur le territoire qu'ils et elles contrôlent, les zapatistes ont décidé de mettre en pratique leurs revendications en construisant leur autonomie : autorités locales qui « gouvernent en obéissant », système de santé et d'éducation, coopératives au service de toutes et tous.

Entre 1994 et 1995, les zapatistes ont récupéré des terres, reprises aux grands propriétaires terriens. Sur ces terres récupérées, des groupes de familles se sont installés et travaillent collectivement. La base de l'organisation zapatiste est la communauté et l'ensemble du territoire zapatiste est organisé en municipalités (*municipios*), regroupées en cinq zones (*caracoles*).

En août 2012, une demande a été faite à une délégation de l'Union Syndicale Solidaires qui s'est rendue en territoire zapatiste : aider les communautés à amener l'eau potable sur les terres récupérées.

Cette eau est indispensable pour y poursuivre l'installation de communautés et améliorer des conditions de vie qui sont déjà rendues très difficiles par les agressions des organisations paramilitaires, soutenues par les grands propriétaires et le gouvernement. Cette aide concernera des dizaines de communautés souvent éloignées les unes des autres.

Le comité national de Solidaires a décidé de répondre favorablement à cette proposition en organisant une souscription nationale sur deux ans. **La première étape de cette souscription (de septembre 2012 à juillet 2013) a permis de réunir 8 000 €, somme que les deux déléguées de Solidaires invitées en août de cette année à la *Escuelita* zapatiste ont pu remettre aux zapatistes. Mais la lutte continue, c'est pourquoi cette souscription se poursuit cette année.**

Nous appelons à nouveau tous les syndicats nationaux, toutes les fédérations appartenant à l'Union Syndicale Solidaires, les syndicats départementaux et régionaux de ces fédérations, les Solidaires locaux à participer à cette souscription. Cet appel s'adresse également à l'ensemble des adhérents de l'Union Solidaires.

Pour participer à la souscription, envoyez vos Nom, Prénom, Adresse (et éventuellement mail), le montant de votre participation et un chèque à l'ordre de Solidaires, le tout à l'adresse : Solidaires (Chiapas) 144 bd de la Villette, 75019 Paris. Merci de préciser si vous souhaitez un reçu pour cette participation.

L'école de langues d'Oventik

Soutenir le système d'éducation zapatiste et apprendre le castillan et / ou le tzotzil

Situé au sein du *caracol* d'Oventik, le Centre d'Espagnol et de Langues Mayas Rebelle Autonome Zapatiste (CELMRAZ)¹³ est une école qui permet à celles et ceux qui le souhaitent et qui adhèrent aux valeurs défendues par la *Sexta* d'aller apprendre auprès des zapatistes à la fois l'espagnol et le tzotzil (langue indigène de cette partie du Chiapas).

Cette école, dont les cours ont lieu dans l'école secondaire du *caracol* II – Oventik, est intégrée au système éducatif rebelle autonome zapatiste, et les bénéfices récoltés grâce aux frais d'inscription permettent de subvenir aux besoins, notamment alimentaires, de l'école secondaire. Il s'agit donc à la fois, pour celles et ceux qui s'y rendent, d'un échange et d'un acte solidaire avec ce système éducatif autonome. Comme le disent les promoteurs-trices de ce système : « *Nous ne faisons pas de la langue une marchandise de plus. Nous ne la vendons pas, mais nous la partageons avec tous ceux qui sont ouverts à cette expérience politique, éducative et culturelle et qui s'identifient à notre lutte pour un monde où plusieurs mondes soient possibles, c'est à dire, contre le néo-libéralisme et pour l'humanité.* » La participation à cet apprentissage nécessite d'être envoyé par une organisation, qu'elle soit politique, éducative, sociale, religieuse... et d'être ensuite accrédité par l'un des organismes autorisés (en France, il s'agit du CSPCL¹⁴ et de l'association Espoir Chiapas¹⁵). Sur place, le paiement des frais d'inscription (calculés en fonction du salaire minimum du pays d'origine des participants) permet la prise en charge, pour les stages de castillan, de quinze heures de cours ainsi que de l'hébergement et des repas, et pour les stages de tzotzil, de quinze heures de cours et de l'hébergement, les repas étant en supplément. Les activités lors du stage sont construites de manière collective, après discussion entre les participant-e-s et les promoteurs-trices.

13. http://www.serazln-altos.org/celmraz_fr.html

14. <http://cspcl.ouvaton.org/>

15. <http://espoirchiapas.blogspot.fr/>